La politique canadienne de sécurité nationale et le renseignement : exemple type de la transformation des institutions publiques de sécurité post guerre froide
Par Julie Breton, Dany Deschênes et Richard Garon

Définition et enjeux de la notion de sécurité au XXIe siècle,
Par Dany Deschênes, Julie Breton et Richard Garon
La politique canadienne de sécurité nationale et le renseignement: exemple type de la transformation des institutions publiques de sécurité post guerre froide

Par Julie Breton, Dany Deschênes et Richard Garon

Le passage d’un paradigme militaire à un paradigme sécuritaire se vérifie par plusieurs exemples. Au Canada, une illustration type est celle de la publication en 2004 d’une première politique de sécurité nationale. Pourtant, protéger une société ouverte semble davantage être une politique de sécurité publique plus globale qu’une politique de sécurité nationale traditionnelle centrée sur l’État, le rôle des forces armées et les menaces militaires extérieures. Dans ce cadre nouveau, il est possible d’avancer l’hypothèse que nous sommes face à une reconfiguration majeure des rôles des institutions publiques de sécurité. La frontière n’est plus aussi tranchée entre le rôle des forces armées, des services de renseignement et des forces policières; ces organisations sont actuellement en pleines mutations. L’objectif de cet article est de circonscire certaines mutations qui justifient l’hypothèse de départ en insistant plus particulièrement sur la question du renseignement. En effet, une importance renouvelée est actuellement accordée à la question du renseignement. Ainsi, il apparaît intéressant de scruter les changements survenus au sein de la communauté canadienne du renseignement depuis la fin de la guerre froide et les attentats de septembre 2001.


Ce document fédéral identifie diverses menaces à la sécurité nationale comme le terrorisme, les catastrophes naturelles, la vulnérabilité des infrastructures essentielles, les cyberattaques, le crime organisé et, dans une moindre mesure, ce que l’OCDE qualifie de menaces systémiques comme les pandémies. On note également, la création d’un ministère de la Sécurité publique et de la protection civile chargé de coordonner une grande partie des activités de cette politique canadienne et d’être le vis-à-vis canadien du Department of Homeland Security des États-Unis.
Ces éléments permettent donc d'avancer l'hypothèse que nous sommes face à une reconfiguration majeure des rôles des institutions publiques de sécurité. La frontière n'est plus aussi tranchée entre le rôle des forces armées, des services de renseignement et des forces de l'ordre; ces organisations sont actuellement en pleines mutations.

Ainsi, l'objectif de cet article est de circonscrire certaines mutations qui justifient l'hypothèse de départ. Plus précisément, nous proposons de diviser cette analyse en deux sections. Tout d'abord, il s'agit de poser les assises théoriques de notre hypothèse grâce à une réflexion sur les études de sécurité, notamment sur les changements au concept de sécurité et à la transformation de la conflictualité. Dans la seconde partie, il convient d'illustrer concrètement notre hypothèse — en s'appuyant sur les réflexions théoriques de la première section — à travers l'étude du renseignement. En raison de l'importance renouvelée accordée à la question du renseignement, il apparait intéressant de se demander en détail les changements survenus au sein de la communauté canadienne du renseignement depuis la fin de la guerre froide et les attentats de septembre 2001.

LA SÉCURITÉ ET LA CONFLICTUALITÉ AU XXIᵉ SIÈCLE

Depuis la fin de la guerre froide, on assiste à une transformation majeure des problématiques liées aux études de sécurité. Sans faire une présentation exhaustive des principaux travaux sur la question, nous pouvons constater que l'on s'attarde surtout à une reconceptualisation de la notion de sécurité et à une réflexion sur la nature nouvelle des conflits armés.

La sécurité : un concept essentiellement contestable

Chercher à définir la sécurité semble, a priori, une tâche herculéenne. En effet, la sécurité, comme la liberté, l'égalité ou la démocratie, est une notion polysémique. Ainsi, certains auteurs comme Barry Buzan, Dario Battistella et Thierry Balzacq, considèrent la notion de sécurité comme un concept qui se situe dans la catégorie des concepts essentiellement contestés au sens de Walter B. Galilee.

Un concept essentiellement contestable — nous soulignons Battistella — est en effet une notion qui non seulement fait l'objet d'usages concurrents, mais qui, parce que vague, open-ended et ambiguë, ne peut pas ne pas avoir des usages et des interprétations disputables, malgré toute les précautions de vocabulaire dont peuvent faire preuve ceux qui recourent à un tel concept. En quelque sorte, un concept essentiellement contestable est un concept qui n'existerait pas en tant que concept sans les usages concurrents dont il est l'objet.

Autrement dit, il est extrêmement difficile, voir impossible, d'en arriver à un consensus sur ce qu'est la sécurité. Toutefois, sans chercher à présenter « la » définition de la sécurité, il nous apparaît opportun, à la lumière du document sur la sécurité nationale du Canada, d'identifier certains éléments essentiels pour circonscrire ce concept. Notons toutefois que l'on ne retrouve pas une définition formelle de ce qu'est la sécurité dans le document fédéral.

À ce propos, certains auteurs se sont attardés à dégager la pluralité des sens et des aspects de la sécurité. Sans reprendre l'exercice d'analyse de certaines définitions fait par Deschênes et Lamarre et Balzacq, il est possible de considérer certains éléments essentiels. Tout d'abord, la distinction établie depuis Machiavel, entre la sécurité interne et la sécurité externe d'un État, s'est atténuée. La construction européenne, la fin de la guerre froide, l'émergence de nouvelles menaces transnationales comme la criminalité internationale ou encore les pandémies, démontrent que le cloisonnement analytique interne / externe doit faire place à une conception plus large de la sécurité. Celle-ci doit être réfléchie comme un continuum où, si les « espaces » interne et externe ont une pertinence certaine, l'interdépendance entre les deux est davantage soulignée. C'est d'ailleurs le constat énoncé dans Protéger une société ouverte.

À cet égard, la vision du XXᵉ siècle sur la sécurité, basée sur les seules dimensions militaire et physique, s'est élargie. L'école de Copenhague et certains autres auteurs permettent désormais d'introduire l'idée que la sécurité n'est pas qu'étatique mais aussi globale. Ainsi, en plus de la composante militaire, les dimensions politique, sociétale, économique et environnementale, sont désormais également parties prenantes de l'équation sécuritaire. La politique canadienne de sécurité nationale reconnaît également cette vision plus étendue de la sécurité, en limitant le champ d'application de la stratégie de sécurité nationale.

Troisièmement, la nature de la sécurité permet de constater qu'elle repose sur deux dimensions. La première dimension est objective. Elle s'apprécie en fonction de paramètres comportementaux et environnementaux objectifs (par exemple, la présence d'armes de destruction massive, etc.). La seconde est subjective et s'apprécie en fonction du sentiment de sécurité ou d'insécurité de la population comme la perception de la population que les crimes augmentent malgré une baisse de la criminalité déclarée.
Comme le souligne Charles-Philippe David, le problème de fond vient du fait que l’absence de la menace est fondée sur des perceptions « et là réside le problème de sécurité : au-delà des composantes matérielles et physiques, la menace est surtout appréhendée et la sécurité obtenue lorsque disparaît la peur ». Bien que Protéger une société ouverte ne stipule pas directement ce constat, il semble évident que l’adoption de la politique nationale de sécurité intègre ces deux dimensions. La valeur subjective de cette politique vise à démontrer aux citoyens canadiens et aux citoyens états-uniens, que des mesures sont prises pour garantir la sécurité du pays. Dans cette perspective, la définition traditionnelle de la sécurité comme étant la « tranquillité d’esprit résultant du fait de se croire à l’abri de tout danger » ne suffit donc plus.

Dans cette optique, on peut définir la sécurité comme un état dans lequel les citoyens peuvent disposer librement de leur personne et de leurs biens, sans courir de risques pour leur intégrité physique ni subir d’entraves dans la jouissance de ses libertés individuelles et collectives, si ce n’est à l’issue d’un processus judiciaire équitable. De plus, les citoyens doivent se sentir en confiance face à des menaces de toute nature, qu’elles soient réelles ou appréhendées, qui remettent en question les valeurs centrales de la société.

Cette définition illustre toute la complexité de la notion de sécurité. Elle réaffirme que la sécurité est une mission essentielle de l’État. En fait, loin d’être unidimensionnelle, la sécurité est consubstantielle des sociétés libérales et démocratiques. Dans cette perspective, il semble, à priori, évident que si les enjeux de sécurité changent et que la sécurité est une dimension originelle dans la naissance de l’État que les institutions publiques de sécurité comme les Forces armées, les services policiers, les agences de renseignement, pour nommer que les plus connues, voient leurs mandats et leurs actions se modifier. À partir de cette définition, nous pouvons maintenant attaquer la question de la nature des conflits.

La transformation de la nature des conflits armés

Depuis plus de deux siècles la conception première des menaces « externes » a été analysée en fonction d’un semblable étatique : autrement dit de la guerre entre les États. Les autres formes de conflits, qui ont toujours été présentes, ont été occultées ou récupérées pour entrer dans ce schéme de pensée. Or, la fin de la bipolarité a remis à l’avant-scène les anciens types de conflictualité en plus des nouvelles formes de combats grâce à la mondialisation. Ces changements ont été identifiés bien avant, mais l’onde de choc la plus importante est bien entendu le 11 septembre 2001. Il nous semble évident que le 11 septembre n’est qu’un facteur d’accélération de tendances déjà émergentes caractérisées par les paramètres maintenant éclatés des formes de conflits, ainsi qu’à un recentrage des problématiques de sécurité depuis la fin de la guerre froide.

Ainsi, le 11 septembre 2001 accentue la réflexion amorcée depuis la fin de la guerre froide sur la forme que prendront les conflits du XXIème siècle. L’ordre de l’après-guerre froide ouvre l’ère des conflits asymétriques, que l’on peut aussi identifier comme des guerres postmodernes ou des conflits de quatrième génération. Au fond, malgré des nuances, toutes ces notions désignent des situations où ce ne sont plus deux armées classiques qui s’affrontent pendant une période et sur un territoire délimité.

En soi, le concept d’asymétrie n’est pas nouveau. Cependant, sa reconceptualisation contemporaine date du milieu de la décennie 1990. Il convient de constater que la réflexion actuelle sur les menaces asymétriques porte quasi-exclusivement sur les éléments capacitaires. Or, pour bien saisir l’originalité des menaces asymétriques comme phénomène de guerre, il faut ajouter un second volet : celui des finalités. Ce qui est intéressant ici, c’est l’identification non seulement des capacités mais aussi des objectifs à atteindre. C’est donc par cette logique de la finalité, ou pour reprendre l’expression de Baud de finalitaire, qu’il est possible de comprendre la nécessité de revoir les rôles des institutions sécuritaires étatiques comme les forces armées et la police. Pour comprendre la nature finalitaire du conflit asymétrique, il faut prendre conscience que ce type de conflit repose sur une logique différente des guerres traditionnelles. Cette logique « se construit sur une autre manière de gérer la guerre, avec des objectifs stratégiques souvent de nature immatérielle, avec un accent sur la légitimité ». L’asymétrie va plus loin que la simple différence des structures, des moyens et des méthodes : la victoire politique mène à la victoire militaire. Plus encore, pour François-Bernard Huyghe, la victoire est au-delà du politique, il s’agit de la domination des idées, de l’influence sur l’esprit et le cœur des gens. Dans la même ligne de pensée, Jacques Baud conclut que la vraie « asymétrie » résulte donc davantage de l’évolution de la société et de ses normes que des méthodes de combat.

Dans le contexte actuel de la mondialisation, la guerre laisserait donc sa place à la violence animée de passions culturelles, ethniques ou criminelles. Les menaces sont à la fois militaires et non militaires comme la lutte à la drogue, le terrorisme, bref les conflits asymétriques seraient la forme la plus répandue de guerre. En soulignant cette passation de la guerre à la
violence, il importe de bien saisir que nous ne parlons pas
de disparition de la guerre mais plutôt de la nécessité de
bien appréhender les phénomènes de violence, dont la guer-
re est partie prenante. Dans cette optique, le terrorisme est
une menace asymétrique.

L’espace nous manque ici afin de distinguer les dif-
férents types de terrorisme ou de souligner la convergence
en terme de criminalité entre les organisations terroristes
et le crime organisé dans des activités réciproques39. On
constate que la politique canadienne de sécurité nationale
partage ce point de vue en définissant les menaces comme un
mélange de terrorisme et de criminalité, accompagné de
nouvelles menaces comme les catastrophes naturelles ou
les pandémies39. À cet sujet, il est intéressant de noter que
la politique de sécurité canadienne présente de nombreuses
similarités avec celle des États-Unis, ainsi que des projets
de réforme de la sécurité intérieure française.

Ainsi, après 1989 et pour la première fois depuis
l’apparition de l’État moderne, la sécurité physique même
du territoire national n’est plus en cause30. Le débat sur
la nature des conflits n’est donc plus la dichotomie interréta-
tique / infraéloïtique comme ce fut le cas lors durant la guerre
froide et lors de la décolonisation. L’État, en faisant main-
tenant face à des menaces non territoriales diffuses, se voit
confronté à plusieurs problèmes. À qui déclarer la guerre?
Quel est le centre de gravité de l’ennemi31? Les réponses
sont actuellement plus aléatoires que durant la guerre froi-
de. D’une certaine façon, on peut considérer comme nous
sommes passés d’un paradigme militaire (durant la guerre
froide) à un paradigme sécuritaire.

Dans le contexte actuel de la redéfinition du concept
de sécurité et de mouvance de la conflictualité, nous croyons
que l’État et ses institutions sont soumis au même phénomé-
ne de transformation. Il convient ici de rappeler certains as-
pects bien connus touchant la dynamique de la construction
étatique. L’émergence de l’État, lors de la période féodale en
Europe a reposé sur deux piliers: sur les dynamiques concur-
rentielles des divers centres politiques qui se font la guerre
entres eux (guerres internes et externes) et sur la capacité
de mettre en place des institutions politiques et administra-
tives. Toutefois, la dynamique concurrentielle entre les cen-
tres politiques a divisé l’espace sécuritaire en deux comme le
souligne Machiavel dès le XVI siècle entre les dangers
t l’intérieur de conspirations et à l’extérieur par les menaces
d’agressions de puissances étrangères.

Peu à peu, les réponses politiques face à ces mena-
ces se sont différenciées et conséquemment, les logiques et
des outils différents ont été mis en place pour y répondre.
Dans ce contexte, les États ont mis sur pied ce que nous
qualifions d’institutions publiques de sécurité. Ces institu-
tions sont, par exemple, les armées pour se défendre des
invasions ou projeter sa volonté à l’extérieur des frontières;
des services de sécurité publique, qui recouvrent les actions
préventives (police administrative) et répressives (police
judiciaire) menées contre les diverses formes de troubles
t à l’ordre public; une organisation de sécurité civile qui
rassemble les moyens mis en œuvre face aux accidents et
catastrophes naturelles et technologiques; un service de
gardes frontières; un système judiciaire et pénitentiaire;
ainsi que des organisations de renseignement. Dans cette
optique, ces institutions sont donc le résultat des évolutions
des derniers siècles. On peut donc croire que le contexte
actuel modifie ou transforme les institutions publiques de
sécurité. Pour vérifier si ce phénomène est effectivement
présent, il convient maintenant de s’intéresser aux dites
institutions à travers l’étude plus précise des services cana-
diens de renseignement.

ÉTUDE DE CAS : LE RENSEIGNEMENT

Pour illustrer l’analyse des modifications du champ
sécuritaire, dont la perméabilité entre les dimen-
sions internes et externes, a des conséquences sur
les institutions de sécurité des États, il est nécessaire de
s’attarder, tout d’abord à une composante essentielle : le
renseignement et les institutions étatiques qui s’occupent
du renseignement et forment, dans plusieurs pays, une
communauté de renseignement. La politique canadia-
née de sécurité nationale met d’ailleurs en évidence cette
dimension en lui accordant un chapitre complet.

Dans cette partie, il convient tout d’abord de
definir ce qu’est le renseignement en incluant une typologie
du renseignement. Ensuite, en lien avec notre postulat sur
les changements au concept de sécurité, une description des
diverses modifications apportées aux institutions cana-
diennes portant une dimension de collecte et d’analyse du
renseignement sera abordée. Finalement, l’aspect coopéra-
tion entre services canadiens de renseignement et surtout la
coopération des services de renseignement canadiens avec
leurs homologues étrangers seront traités selon la modifi-
cation du champ de la sécurité et la plus grande importance
donnée aux menaces asymétriques depuis les événements du
11 septembre 2001, catalyseurs d’une tendance déjà
amorcée.

Renseignement : Définitions et typologie

L’étude de cas utilisée pour démontrer notre hy-
pothèse sur les modifications des paramètres de la sécurité
et la transformation des institutions de sécurité portera sur
l’une de ses composantes importantes, soit le renseigne-
ment. Mais ce concept peut porter à confusion puisqu’il
peut prendre divers sens selon le contexte. Il est donc nécessaire de le définir.

D’abord, il s’agit d’un terme qui peut prendre un sens très différent selon la culture, comme le souligne Farson. Il importe de mentionner la question linguistique où la langue française donne au renseignement un sens plus étroit que le terme anglais pour renseignement, intelligence. Le survol des définitions ci-dessous permettra de faire cette démonstration.

Il importe, d’abord, de faire la distinction entre les termes information et renseignement. Thierry Coosemans, dans son étude sur l’Union européenne et le renseignement, cite un rapport du Comité R (Comité de contrôle belge des activités de renseignement) qui apporte une nuance entre ces deux termes. Pour ce dernier l’information «... est un élément de connaissance susceptible d’être codé pour être conservé, traité ou communiqué; (...)».

De plus, ce même comité définit le renseignement comme «... un ensemble des connaissances de tout ordre sur un adversaire potentiel, utiles aux pouvoirs publics et au commandement militaire. En d’autres termes le renseignement est une information traitée, analysée et diffusée à qui de droit».

On note que selon cette définition le renseignement se résume à un ensemble de connaissances ayant un processus et des destinataires (pouvoirs publics et commandement militaire). Par contre, cette définition ne met pas en évidence la présence d’une structure organisationnelle du renseignement.

Une définition très connue dans le monde anglo-saxon est la définition plus élaborée, offerte par le professeur américain Sherman Kent, formulée à la fin des années quarante et publiée dans son ouvrage Strategic Intelligence for American World Policy. Pour ce dernier, le renseignement est :

(...un type de connaissance («quels renseignements avez-vous mis au jour sur la situation en Colombie?»); 'le type d'organisation qui produit la connaissance («Le renseignement a été capable de donner aux personnels des opérations exactement ce dont ils avaient besoin»); 'l'activité poursuivie par l'organisation de renseignement («Le travail de renseignement a dû être intense derrière cette planification»).

Donc, selon Kent, le renseignement serait en plus d’une connaissance, une organisation et une activité réalisée par une organisation de renseignement. Cette définition de Kent, qui englobe plus de diversité de sens sur les processus et la finalité du renseignement, sera appliquée dans cette analyse puisque nous nous intéressons au renseignement non seulement en tant que connaissance mais aussi en tant qu’organisation et activité. Cela nous amène donc ici à utiliser le mot renseignement au sens anglo-saxon du terme intelligence.

Le renseignement civil (civil s'opposant ici à militaire) est probablement le plus diversifié de tous, couvrant de larges secteurs. Il peut se subdiviser en diverses catégories telles que renseignement économique, technologique, de santé, etc. Le type de renseignement civil qui nous intéresse principalement ici est le renseignement de sécurité. Au Canada, le renseignement de sécurité est principalement traité par le Service canadien de renseignement de sécurité (SCRS). Bien que le Centre canadien de la sécurité des télécommunications (CST) relève du ministère de la Défense nationale, il recueille lui aussi du renseignement de sécurité par voie électromagnétique. Le SCRS offre cette définition du renseignement de sécurité :

Le renseignement de sécurité est constitué par des informations qui sont formulées pour aider les décideurs du gouvernement à élaborer des politiques. Peu importe la source du renseignement, celui-ci doit ajouter quelque chose à ce que l'on peut trouver dans d'autres rapports gouvernementaux ou dans les reportages des médias. La meilleure façon de décrire le renseignement est peut-être de dire qu'il est l'historie derrière l'historie.

Cette définition du Service de renseignement de sécurité est très générale et pourrait s'appliquer au renseignement civil (incluant des informations d'ordre technologique, économique, ...). L'OTAN, quant à elle, offre une définition du renseignement de sécurité plus précisément liée à la sécurité traditionnelle citée par Thierry Coosemans : «... renseignement sur la nature, les possibilités ou les intentions d'organisations ou d'individus hostiles, qui sont ou pourraient être engagés dans les activités d'espionnage, de subversion ou de terrorisme».

Cette dernière définition bien que mettant en relief l'une des menaces principales auxquelles font face les services de renseignement aujourd'hui, le terrorisme, convient surtout à une organisation fondée, à l'époque, pour faire face au bloc soviétique. On peut donc affirmer que la définition du renseignement de sécurité offerte par le Service de renseignement de sécurité offre de plus grandes possibilités d'analyse mais surtout d'adaptation aux nouvelles menaces et peut englober toute la diversité du renseignement civil. Un postulat pourrait donc voir le jour à savoir que le renseignement civil devient de plus en plus congruent au renseignement de sécurité, à savoir que tout renseignement civil peut devenir renseignement de sécurité selon la menace que les services de renseignement tentent de contrer.
À travers cette typologie, nous avons souligné diverses agences de renseignement opérant selon les trois types de catégorie. D'autres agences recueillent ou traitent des renseignements qui se rapporte au renseignement civil mais dont ce n'est pas l'une des tâches principales tels que le Ministère des Affaires étrangères, Citoyenneté et Immigration Canada, l’Agence des douanes et du revenu ou Transport Canada.

Cette brève mise en contexte avec le concept de renseignement de sécurité permettra de bien saisir en quoi la transformation des institutions de renseignement rend floues les frontières entre sécurité intérieure et sécurité extérieure et nécessite d’appréhender la sécurité davantage comme un continuum que deux espaces quasi-distincts.

**Modifications des institutions de renseignement desécurité**

Il est évident que les attentats du 11 septembre 2001 ont amené une multitude de changements et de nouvelles directives quant au fonctionnement du renseignement canadien. Mais loin d’avoir marqué une césure entre l’avant et l’après 11 septembre 2001, plusieurs de ces changements avaient été discutés voire même amorcés avant les attentats. En effet, comme le mentionne David Stafford, le Canada, bien avant la fin de la guerre froide, avait eu à faire face à la menace terroriste à partir de son territoire avec l’attentat, en 1985, d’un avion d’Air India parti du Canada vers l’Inde. Il s’agit dans cette section, d’évaluer les modifications apportées aux services de renseignement canadiens de sécurité. D’abord, une description des changements intervenus au renseignement à ce jour sera apportée en lien avec la politique canadienne de sécurité. Puis, il s’agira d’évaluer sommairement la création d’une agence de renseignement opérant à l’étranger - sujet qui revient fréquemment dans l’actualité - à la lumière de notre hypothèse de départ.

La politique canadienne de sécurité nationale traite des changements survenus au sein du renseignement canadien dans le but de faire face aux menaces asymétriques. La première mesure d’importance fut l’augmentation des budgets des divers services de collecte et d’analyse du renseignement. Le SCRS a vu son budget augmenté de 30% et le CST de 25%. Le politique de sécurité mentionne aussi l’augmentation des budgets pour le renseignement (sans mentionner la teneur de cette augmentation) de l’Agence des services frontalières du Canada (ASFC) et de Transport Canada. Il est de plus à noter que la politique nationale de sécurité ne mentionne pas d’augmentation de budget pour le service de renseignement militaire des Forces canadiennes. Finalement, l’augmentation des ressources a permis au Secrétariat de l’évaluation du renseignement (SER) du Conseil privé, chargé de réaliser des analyses sur la situation mondiale, de doubler ses effectifs. Il est bien que le gouvernement du Canada ait répondu promptement en augmentant le budget et les ressources du renseignement mais il importe de souligner, comme le mentionne si justement Alexis Debat, que : « Le renseignement obèse très peu aux principes de base de la théorie des investissements, selon laquelle tout accroissement de capacités provoque instantanément une amélioration des résultats(...).»

Outre les augmentations de budget et de ressources, d’autres mesures ont été prises dans le but de faire face au nouveau contexte de sécurité. En effet, à la suite du Royaume-Uni, des États-Unis et de l’Australie (ses principaux partenaires de coopération en terme de renseignement), le Canada a créé un Centre intégré d’évaluation de la sécurité nationale (CIESN). Ce centre repose à l’intérieur des murs du SCRS et a pour mandat "... d’aider à prévenir et à neutraliser le plus vite possible les menaces envers la sécurité nationale, pour ainsi affaiblir les infrastructures de ces menaces et empêcher les activités qui y sont liées.". Le centre inclut des membres de multiples organismes fédéraux tels que le SCRS, le Centre canadien de la sécurité des télécommunications, le ministère de la Défense nationale, l’ASFC, le ministère des Affaires étrangères et la Gendarmerie royale du Canada. Outre ces organismes et ministères, la politique nationale de sécurité mentionne la participation, sur demande, de Santé Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada et d’Environnement Canada. On peut noter que des organismes n’ayant traditionnellement pas de responsabilité en matière de sécurité nationale, se trouvent aujourd’hui, de par l’évolution du contexte sécuritaire mondial et la prise en compte de nouvelles menaces, à participer à la protection nationale.

De manière plus spécifique, le SCRS a aussi procédé à des changements sur le plan interne. En effet, ce dernier a augmenté son nombre d’employés de 2 097 (pour l’année 2001-2002) à 2 357 pour l’année 2004-2005. De plus, le SCRS a créé, d’une part, la Direction de la lutte contre la prolifération pour combattre ce phénomène, principalement lié aux armes de destruction massive, pouvant principalement être utilisées par des groupes terroristes et d’autre part, le programme de contrôle de sécurité préliminaire concernant les demandeurs du statut de réfugié au Canada. Les mesures institutionnelles prises par le SCRS portent tant sur des questions de sécurité externe qu’interne.

À la suite des attentats du 11 septembre 2001, le débat sur la nécessité pour le Canada d’avoir une agence de renseignement opérant à l’étranger a refait surface. En effet, le Canada ne dispose pas d’une telle capacité. Par
contre, le Centre de la sécurité des télécommunications collecte des informations sur l’étranger par l’interception de signaux émis par des moyens électroniques de communication. Ce dernier n’est pas le seul à cueillir des informations sur l’étranger. En effet, en octobre 2003, le directeur du SCRS, M. Ward Elcock affirmait lors d’une allocution à l’Association canadienne pour l’étude de la sécurité et du renseignement, que le Service canadien du renseignement de sécurité mène des opérations à l’étranger et ce, depuis des années. Le document traitant spécifiquement des opérations à l’étranger du SCRS mentionne deux opérations du SCRS à l’étranger : « ... l’envoi et le recrutement de sources à l’étranger et le débriefing de celles-ci dans des pays tiers ». Malgré ces collectes de renseignement à ou sur l’étranger (qui soit dit en passant est antérieure au 11 septembre 2001), on note que l’absence de service de renseignement extérieur au Canada ne fait pas l’unanimité. En effet, Alexis Debat affirme, en premier lieu, que cela nuit à notre expertise en matière de lutte antiterroriste et de coopération, que l’absence d’un tel service nuira à notre coopération avec notre voisin américain.

Dans le même sens, Jérôme Mellon qui a consacré un mémoire à la question du SCRS à l’étranger en affirmant que : « Without a CFIS [Canadian Foreign Intelligence Service] to gather the relevant intelligence, Canada is in an inferior position when dealing with friendly countries and when trying to assess a potential threat stemming from unfriendly countries ». Cette vision d’une agence de renseignement extérieur séparée du SCRS pourrait apparaître dépassée si l’on considère que les sécurités intérieure et extérieure ne disposent plus de frontières autrefois presque étanches. Cependant, il ne faut pas perdre de vue que cela signifie également que le SCRS a désormais besoin d’informations provenant d’outre-frontières.

Les attentats contre le World Trade Center de 2001 ont permis d’une part, d’accélérer les modifications amorcées depuis la fin de la guerre froide (changement de cible quant à la collecte, nouvelle importance attribuée aux menaces asymétriques, etc.) et d’autre part, de remettre d’actualité certains débats tel que l’absence de service canadien de renseignement opérant à l’étranger et l’accroissement de la coopération de la communauté du renseignement canadien avec leurs homologues étrangers qui fera l’objet de la prochaine section.

Coopération entre services de renseignement

La fin de la guerre froide et la transformation du contexte sécuritaire ont nécessité une plus grande coopération entre les services de renseignement. Auparavant, ceux-ci devaient surtout faire face aux tentatives d’espionnage et de subversion des pays communistes, principalement l’URSS. Aujourd’hui la menace dominante est la menace terroriste. Cette menace étant plus diffuse et généralement non réductible à un État en particulier, la coopération devient nécessaire entre communauté et services de renseignement. Bien que cette coopération ait débuté antérieurement au 11 septembre 2001, les attentats contre les États-Unis ont encouragé les organisations de renseignement à accroître leurs partages d’information. Il s’agira ici d’analyser la nouvelle importance que donne le gouvernement canadien à la coopération entre les services de renseignement nationaux mais aussi surtout avec les services de renseignement étrangers. Il est à noter que si on retrouve peu de littérature sur le sujet de la coopération entre services de renseignement étrangers, il est encore plus rare de retrouver des écrits récents sur la coopération au sein de la communauté canadienne du renseignement autre que les quelques lignes que l’on retrouve ici et là dans divers rapports gouvernementaux.

Au niveau national, il importe de s’attarder brièvement sur les relations de coopération au sein de la communauté canadienne du renseignement. Il est pertinent de rappeler la création en 2003, du Centre intégré d’évaluation de la menace abordée plus tôt puisqu’il s’agit d’un organe facilitant la collaboration et la coopération des services recueillant et/ou analysant du renseignement au Canada : « Intelligence and police liaison is also a central feature of the Integrated National Security Assessment Centre (...) ». À cet organisme, il ne faut pas oublier que des organisations ne participant traditionnellement pas à la sécurité nationale y sont parfois invitée tel que Santé Canada ou Environnement Canada. En effet, les États occidentaux se préoccupent de plus en plus des impacts et des conséquences des risques émergents comme le SRAS, les événements climatiques extrêmes, etc.

De plus, depuis le 11 septembre 2001, la coopération entre le SCRS et la GRC s’est étendue aux forces de police (relevant de la sécurité publique) des autres paliers gouvernementaux : « ... the ambit of CSIS-police ties has been somewhat extended to include municipal forces as well as provincial units in Quebec and Ontario (neither of which contract out their policing function to the RCMP) ».

Ces dernières observations nous portent à croire à une coopération presque parfaite entre les divers organismes de renseignement canadien mais il est nécessaire d’apporter une certaine nuance par une observation contenue dans le dernier rapport du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité (CSARS) chargé de la surveillance du SCRS. Ce rapport affirme l’existence de frictions mais sans que cela compromette les enquêtes en cours du SCRS. De plus, la politique canadienne de sécurité nationale d’avril 2004 démontre la volonté politique de réaffirmer l’importance de la colla-
boration au sein de l'administration gouvernementale.

Avec les événements du 11 septembre 2001, il semble que le gouvernement canadien ait une volonté politique de promouvoir et de rendre plus efficace la coopération entre la communauté canadienne du renseignement. Après ce bref aperçu de la coopération au sein de la communauté canadienne du renseignement, il importe d'étudier la situation des relations des services de renseignement du Canada avec l'étranger.

En termes de coopération avec des services de renseignement étrangers, le Canada n'est pas en reste. Martin Rudner souligne qu'en l'absence de service de renseignement extérieur, le Canada est très dépendant de ses alliances avec des services de renseignement étrangers. Loin d'être un phénomène né du 11 septembre 2001, la coopération internationale en matière de renseignement est un fait acquis depuis de nombreuses années mais peu abordé dans la littérature sur le renseignement.

Dans un contexte multilatéral, le Canada fait partie d'un certain nombre d'accords remontant au temps de la guerre froide tels que l'accord UKUSA regroupant les cinq pays anglo-saxons (États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande), le Groupe Kilowatt et le Comité spécial de l'OTAN. À ces accords et regroupements, se sont ajoutés le Groupe Egmont (1995) sur le renseignement de nature financière (visant à couper les fonds aux mouvements terroristes) auquel s'est joint en 2002 le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada et les séminaires ILETS (International Law Enforcement Communication Seminars) sur la collecte de renseignement de nature électromagnétique. On peut noter que ces deux derniers accords de coopération multilatéraux ne visent pas à contrer une menace militaire ou au risque de subversion d'un État, comme au temps de la guerre froide mais bien à faire face à la menace dite asymétrique qu'est le terrorisme. De plus, le Groupe Egmont et l'ILETS furent mis sur pied au milieu des années 1990. Donc avant les attentats du 11 septembre 2001, ce qui est le sens de notre postulat comme quoi les attentats ont été un catalyseur d'une tendance déjà amorcée.

Bien que le Canada soit membre de ces regroupements, il semble que les accords multilatéraux ne soient pas le moyen privilégié d'échange de renseignement mais plutôt, les accords bilatéraux. Il n'y a qu'à penser à la relation privilégiée entre le Canada et les États-Unis. En terme de lutte au terrorisme, la collaboration de ces deux alliés est antérieure à la chute du mur de Berlin : « Depuis 1988, le Canada et les États-Unis, (...), coordonnent de manière institutionnelle leurs efforts de lutte contre le terrorisme et la grande criminalité transfrontalière ». Suite aux actes terroristes de septembre 2001, des voix se sont élevées aux États-Unis accusant le Canada d'abriter des cellules terroristes se préparant pour d'éventuelles attaques aux États-Unis. Cela ne va pas sans risquer de nuire aux relations bilatérales entre les deux pays. À cet état de fait, il faut ajouter la difficulté institutionnelle, au Canada, de partager des informations policières avec les polices américaines, comme le mentionne Alexis Debat : « (...) ainsi que des leuries procédures imposées pour encadrer l'échange d'informations de police ». Mais la question des pressions américaines sur le Canada, des éternelles frictions entre les deux pays et les débats sur le plan de la souveraineté du Canada dépasse ici le cadre de notre analyse mais ils méritaient d'être soulignés.

Dans le but de sécuriser leurs frontières sans faire obstacle au commerce bilatéral, ces deux pays se sont mis d'accord, en décembre 2001, sur une Déclaration sur la frontière intelligente. Les menaces asymétriques, ici le terrorisme, pouvant menacer le commerce entre deux pays, il était impératif d'établir des mécanismes pour en minimiser les conséquences. Ces mécanismes, contrairement aux conséquences d'une menace 'symétrique', ne relevaient pas du domaine militaire mais du domaine civil. De plus, la question de la protection du commerce et de la libre circulation des biens entre les deux pays est un enjeu rendant floues les paramètres entre sécurité intérieure et sécurité extérieure.

À cet égard, il est nécessaire de souligner que les provinces canadiennes, dont le Québec, considèrent important de faire face à la transformation des problématiques de sécurité, dont celle touchant le renseignement. Par exemple, les autorités québécoises ont développé une relation efficace avec nos vis-à-vis canadiens et américains dans le cadre du Northeast Regional Homeland Security Directors. Des ententes de coopération ont d'ailleurs été signées avec certains États américains. À titre d'exemple, soulignons celle signée avec le gouvernement de l'État du Vermont relatif à l'échange de renseignements destinés à l'exécution de la loi, signée le 4 décembre 2003. L'objectif de cette entente est de faciliter l'échange de renseignement favorisant l'exécution de la loi entre les autorités policières du Vermont et du Québec en vue de combattre le terrorisme et le crime organisé. Cette entente s'inscrit dans la foulée des mesures découlant du 11 septembre 2001 et de la nécessité de lutter plus efficacement contre le terrorisme, par un partage de l'information.

De plus, le Canada n'entretient pas seulement des relations bilatérales avec les États-Unis mais aussi avec nombre d'autres pays. En ce sens, Stéphane Lefebvre souligne qu'en 2002, le SCRS pouvait compter sur 230 accords de coopération avec des organisations dans 130 pays. Depuis les événements tragiques de septembre 2001, Martin Rudner, Stéphane Lefebvre et Alexis Debat s'entendent...
pour affirmer que la coopération du renseignement s’est élargie à de nouvelles alliances tels qu’avec des pays du Moyen-Orient et de l’Asie centrale 79.

Au même titre que la coopération au sein de la communauté du renseignement est importante, celle du Canada avec des services de renseignements étrangers est aussi mise en relief dans la politique de sécurité nationale : « Pour bien relever les défis auxquels il fait face en matière de sécurité et de renseignement, le Canada a également développé d’importantes nouvelles relations » 80. Cette politique souligne aussi que ces relations concernent non seulement des renseignements en lien avec la lutte au terrorisme mais aussi, des renseignements arrivant dans les politiques de sécurité découlant des risques systémiques 79.

Comme on peut le constater à travers ce qui a été dit sur la coopération des services de renseignement, les frontières entre la sécurité intérieure et extérieure ne sont plus aussi tranchées qu’à l’époque de la guerre froide.


**Conclusion**

Cette réflexion sur la sécurité nous a permis de constater quelques uns des nombreux changements survenus depuis la fin de la guerre froide au sein de ce champ d’étude. D’une dimension à l’origine militaire et imperméable entre ses éléments interne et externe, la sécurité s’est enrichie d’une perspective subjective et peut être désormais évoquée en termes de continuum englobant à la fois l’interne et l’externe. Les événements du 11 septembre 2001 ont servi de catalyseur à la transformation quant à la nature des conflits. Une guerre mondiale opposant deux armées sur un champ de bataille n’est plus le scénario préconisé à cette époque du transnationalisme et de dépendance technologique. Ainsi, les menaces imaginées et/ou inexplorées de l’avenir sont de nature plus diffuse et nébuleuse. Les nombreuses formes de terrorismes caractériseront les engagements asymétriques que les États devront affronter. En conséquence, l’État et ses institutions ont dû s’adapter à ce nouvel environnement. L’armée et les forces de l’ordre traditionnelles, sont individuellement incapables de faire face à ce genre de menaces d’ampleur globale.

La politique canadienne de sécurité nationale, publiée en avril 2004 est un indicateur de tels changements. Cette nouvelle politique oriente davantage la modification de certaines institutions de sécurité tels que le renseignement; modifications de déjà présente avant le 11 septembre 2001. Qu’il s’agisse de l’augmentation de la coopération au plan interne ou sur le plan international entre services de renseignement, de la réorganisation du SCRS ou de l’amplification des outils de surveillance du renseignement, il est clair que ces organisations sont en effervescence et ce pour mieux répondre aux besoins sécuritaires de la population. Depuis la parution de cette politique et malgré le changement de gouvernement, nous prévoyons que cette tendance sera maintenue, bien qu’une mise à jour "esthétique" pourrait être publiée.

Ces changements, brièvement soulignés, laissent présager des modifications plus profondes au sein d’autres institutions de sécurité. Entre autres, comment répondre aux enjeux de la cybersécurité et notamment le cyberterrorisme qui est demeuré jusqu’à présent, une dimension sous-évaluée de la conflictualité contemporaine. Ces menaces ne sont pas les seules, nous n’avons qu’à penser au trafic d’immigrants illégaux, à la piraterie contemporaine ou encore aux enjeux entourant les catastrophes naturelles et les pandémies possibles comme la grippe aviaire. Est-ce que la réponse repose, comme le laisse suggérer la Politique canadienne de sécurité nationale, dans une centralisation ou au contraire, l’État doit-il décentraliser ses responsabilités et pouvoirs traditionnels en tant que déteint légitime de la violence vers d’autres instances notamment privées?
1 M.A. science politique, Université Laval et auxiliaire de recherche au programme Paix et sécurité internationales de l’Institut québécois des hautes études internationales.
3 L’auteur est étudiant au doctorat au Département de science politique de l’Université Laval et professionnel de recherche au programme Paix et sécurité internationales de l’Institut québécois des hautes études internationales.
9 Dario Battistella, Théories des relations..., op. cit., : 431.
11 Thierry Balzacq, « Qu’est-ce que la sécurité… », op. cit.
21 Baud souligne que le concept réapparaît en 1993 mais se retrouve réellement dans la littérature que vers 1995; Jacques BAUD, La guerre..., op. cit.: 85.
22 Comme le définit Tucker, cité dans Jacques BAUD, La guerre..., op. cit. : 90.
23 Tel que souligné dans le document des Forces Canadiennes, Direction - Concepts stratégiques (Opérations terrestres), L’environnement de sécurité de l’avenir. (Kington, août 1999), vii.
24 Jacques BAUD, La guerre..., op. cit. : 101.
25 François-Bernard HUYGHE, Quatrième Guerre mondiale... op. cit. : 10-19.
26 Jacques BAUD, La guerre..., op. cit. : 95.  
27 Jacques BAUD, La guerre..., op. cit. : 25.
28 Voir Charles-Philippe DAVID, La guerre..., op. cit. : 102-108, François-Bernard HUYGHE, Quatrième Guerre mondiale... op. cit. : 74-77 et Didier BIGO, «Les archipels des professionnels de l’in sécurité», dans Michel Fortmann, Alex Macleod et Stéphane Roussel (sous la direction de), op. cit. : 141-142.
30 Dominique DAVID, Sécurité..., op. cit. : 17.
31 François-Bernard HUYGHE, Quatrième Guerre mondiale... op. cit. : 119-128.
34 Cité dans Ibid.
35 Sherman Kent, Strategic Intelligence for Ameri-
L’Assemblée de l’Union européenne occidentale utilise plutôt l’appellation « renseignement de type général » qu’elle définit comme suit : « ... couvre des domaines variés tels que le politique, le social, l’économique. Il a pour objet de fournir au gouvernement des informations très nombreuses qui ont trait soit à son domaine intérieur, soit à la sphère extérieure. Ces informations concernent principalement la surveillance de régions à risques, ... », cité dans Thierry COOSEMAN, op. cit., 7.


42 Ibid.

43 Ibid.


48 Ibid.


55 Martin Rudner, « Contemporary Threats, Future Tasks: Canadian Intelligence and the Challenges of Global Security », op. cit. : 159.


58 Peter Chalk et William Rosenau, op. cit., 28.


60 Gouvernement du Canada. Ministère de la

62 Stéphane Lefebvre, op. cit. : 528.
63 Ibid. : 530-531.
64 Ibid. : 532.
66 Stéphane Lefebvre, op. cit. : 532.
67 Alexis Debat, « La planète renseignement », op. cit. : 3.
68 Ibid. : 4.
69 Loc. cit.
71 Les États et provinces participants sont le Connecticut, le Delaware, le Maine, le Massachusetts, le New Hampshire, le New Jersey, New York, la Pennsylvanie, le Rhode Island, le Vermont, le Nouveau-Brunswick, l’Ontario et le Québec.
72 Stéphane Lefebvre, op. cit. : 534.
75 Ibid. : 6 à 9, 20.
Définition et enjeux de la notion de sécurité au XXIᵉ siècle

Par Dany Deschênes, Julie Breton et Richard Garon

Depuis les attentats de septembre 2001, la notion de sécurité est utilisée à tout propos. Malgré son caractère de concepts essentiellement contestés et la difficulté de trouver un consensus sur une définition générale dans l'ensemble des sciences humaines et sociales, il n'en demeure pas moins nécessaire de réfléchir sur ce qu'est la sécurité. Cet article a donc comme objectif de circonscrire les acceptations possibles de la notion de sécurité et souhaite, à travers une lecture critique des conceptions recensées, proposer une définition appropriée de la sécurité dans le contexte actuel des sociétés occidentales et démocratiques.

La politique a un but spécifique
« à savoir la sécurité extérieure et la concorde intérieure d'une unité politique, ainsi que son moyen propre qui est la contrainte ou la force ».

Julien Freund


La sécurité comme la liberté, l'égalité ou la démocratie sont des notions qui sont multifonction et leurs définitions sont souvent contestables. Comme le soulignent Anderson et Apap, les différents sens que l'on donne à celles-ci peuvent varier en fonction des familles politiques, des facteurs culturels, des environnements sociaux économiques et professionnels, pour en nommer quelques-uns. Dans la même veine, certains auteurs comme Barry Buzan, Dario Battistella et Thierry Balzacq, considèrent la notion de sécurité comme un concept qui se situe dans la catégorie des concepts essentiellement contestés au sens de Walter B. Gallie.

Un concept essentiellement contestable — nous soulignons Battistella — est en effet une notion qui non seulement fait l'objet d'usages concurrents, mais qui, parce que vague, open-ended et ambigu, ne peut pas ne pas avoir des usages et des interprétations disputables, malgré toute les précautions de vocabulaire dont peuvent faire preuve ceux qui recourent à un tel concept. En quelque sorte, un concept essentiellement contestable est un concept qui n'existerait pas en tant que concept sans les usages concurrents dont il est l'objet.

Autrement dit, il est extrêmement difficile, voir impossible, d'en arriver à un consensus sur ce qu'est la sécurité. Or, comme Balzacq le constate « ce n'est pas parce qu'un concept est déclaré « essentiellement contesté » qu'il interdit toute tentative d'éclaircissement », bien au contraire ! Au point de vue méthodologique, l'approche proposée
dans ce document s’inspire de Balzacq. Il a comme objectifs de circonscrire les exceptions possibles de la notion de sécurité et tente, à travers une lecture critique des définitions et conceptions recensées, de proposer une définition appropriée de la sécurité dans le contexte actuel des sociétés occidentales et par le fait même pour le Québec.

Plus précisément, l’exploration globale de cette notion sera répartie en quatre éléments. Tout d’abord, il convient de mettre en perspective la polysémie de la notion de sécurité ainsi que l’orientation choisie pour l’étude de cette notion. Deuxièmement, il est nécessaire de faire un survol des liens entre l’État et la sécurité du double point de vue de la philosophie et de l’histoire. Par la suite, il est pertinent de s’intéresser à la transformation des diverses réflexions sur l’objet sécurité en sciences sociales et humaines, principalement par l’interconnexion entre la sécurité intérieure et sécurité internationale, depuis quelques décennies. Enfin, la dernière section tente de jeter les bases d’une définition de la notion de sécurité dans le contexte du XXIe siècle.

**La sécurité : une notion à géométrie variable**

On peut dire de la sécurité ce que Saint Augustin a dit du temps dans ses *Confessions*. Il s’agit d’une réalité dont l’expérience nous est si proche que nous semblons en posséder une connaissance intuitive; pourtant nous sommes embarrassés dès que nous tentons d’en préciser la nature13. Cette remarque du criminologue Jean-Paul Brodier révèle bien la tâche difficile de trouver une définition possible de l’idée de la sécurité. Or, cette difficulté se révèle dès que l’on fait une courte analyse étymologique du terme. Comme le rappelle Balzacq, « […] étymologie latine de « sécurité » révèle une contradiction intrinsèque, presque un oxyymore, un choc entre la particule sine (sans) et l’idée de cura (soin). Les deux éléments mis ensemble (sine + cura) donnent à la sécurité un sens déconcertant : l’absence de soin, c’est-à-dire le contraire de ce qu’elle veut dire aujourd’hui, un état dans lequel « on » a rien à craindre 15.»

À propos, Jean Delumeau, dans son ouvrage *Rassurer et protéger*, propose un historique du mot sécurité. Venant du substantif securitas – qui signifie l’absence (se privatif) de souci (curitas) 15 – la langue française va engendrer deux mots : sûreté et sécurité qui vont renvoyer respectivement à une dimension objective – les mesures de précaution – et une dimension subjective – une croyance fondée ou non d’être à l’abri16. Dans l’évolution de la langue française, le terme sécurité vient « compléter celui de sûreté qui ne paraissait plus suffire pour exprimer l’état d’âme procuré par des situations qui éloignent la crainte 17. ». Si on dénote, en langue française, une mention du terme sécurité en 1190, il faudra attendre autour de 1480 pour constater véritablement son émergence; le terme s’impose entre le XVe et le XVIe siècle18. Or, ce qui est remarquable, c’est que cette manifestation du mot sécurité se produit en même temps que la réflexion sur le sentiment d’être ou non en sécurité19 dans ses dimensions théologiques et politiques20. Il est intéressant de constater que l’appréciation théologique et politique de la sécurité sera radicalement différente. Dans sa dimension théologique, la sécurité sera négative. Dans les propos de plusieurs hommes d’Églises ou de théologiens relevés par Delumeau, la réalité terrestre renvoie à l’insécurité. Dans cette perspective, il faut se méfier du sentiment de sécurité qui est plutôt trompeur21. Par contre, sa dimension politique sera positive. Comme le souligne Freund en introduction de ce document, le but de la politique c’est la sécurité : la protection extérieure et la paix sociale de la communauté.

Aujourd’hui, le terme de sécurité est utilisé dans divers contextes qui ne sont pas toujours réductibles à une même notion ou à une même acceptation comme il a déjà été souligné22. Par exemple, c’est le cas de la sécurité alimentaire. D’une part, elle peut signifier grossièrement la possibilité de retracer les animaux comme le beuf pour répondre à des problématiques de maladies comme la « vache folle23 ». D’autre part, elle peut référer à la possibilité pour les individus d’obtenir un minimum de nourriture de qualité pour bien s’alimenter.

Pour sa part, Robert Castel considère qu’il existe deux types de sécurité ou protection24 : la première est dite civile ou publique qui garantit « les libertés fondamentales et assurent la sécurité des biens et des personnes dans le cadre d’un État de droit25 »; la seconde réfère à la sécurité dite sociale ou aux protections sociales qui protègent « contre les principaux risques susceptibles d’entraîner une dégradation de la situation des individus comme la maladie, l’accident, la vieillesse impécunieuse, les aléas de l’existence pouvant aboutir à la limite à la déchéance sociale26 ». L’idée précédente autour de la sécurité alimentaire dépeint bien ces deux visions différentes. Il convient de souligner qu’elles ne sont pas du tout contradictoires. Même si les deux visions sont souvent disjointes, certains philosophes importants les liaient, tels que Thomas Hobbes ou John Locke27.

Ainsi, il est possible de constater que définir la sécurité pose des écueils certains. Pourtant, dans un ouvrage suivant les événements du 11 septembre 2001. D. David soulignait avec force que la sécurité est le mot qui décrit le mieux les espoirs et les contradictions des sociétés modernes28. Les propos de Castel vont également dans le même sens; pour ce dernier, l’insécurité moderne ne vient pas d’un manque de protection mais d’une quête de sécurité sans fin parce que la sécurité est « une attente socialement construi-
te35». Dans l’histoire humaine, nos sociétés36 n’ont jamais été aussi en sécurité37. Avec des perspectives différentes, ces deux auteurs affirment la centralité actuelle de la sécurité mais aussi l’impossibilité de remplir une fois pour toute ce tonneau des Danaïdes, qu’est le besoin sécurité38.


Les liens entre l’État et la sécurité sous les angles de la philosophie et de l’histoire

Sans faire la genèse des différents regroupements humains à travers l’histoire, il convient de s’arrêter à un type particulier qui, depuis quelques siècles, structure le plus le champ politique: l’État. Tout d’abord, il est intéressant de remarquer que des philosophes aussi éloignés que Thomas Hobbes40, John Locke41 ou Jean-Jacques Rousseau42 considèrent que le but premier de l’État est d’assurer collectivement la sécurité des individus.

À ces illustres philosophes, il ne faut pas négliger l’apport de Nicolas Machiavel. Comme le montre bien Delumeau, Machiavel met en relief « le besoin de sécurité et la nécessité de mécanismes de sûreté (...). Pour lui, la raison première et fondamentale de la constitution de sociétés et des villes, c’est l’impossibilité pour les hommes isolés de résister à leurs semblables 33 ». Delumeau cite les propos du Florentin provenant des Discours de la première décade de Titre-Live pour bien démontrer cette conception de l’auteur du Prince :

Le peu de sûreté que les naturels trouvent à vivre dispersés, l’impossibilité pour chacun d’eux de résister isolément, soit à cause de leur situation, soit à cause du petit nombre, aux attaques de l’ennemi qui se présente, la difficulté de se réunir à temps à son approche, la nécessité alors d’abandonner la plupart de leurs retranchements, qui dévient le prix des assaillants : tels sont les motifs qui portent les premiers habitants d’un pays à bâtir des villes pour échapper à ces dangers38.

Cet apport de Machiavel est très important : c’est avec lui que débute la « réflexion théorique sur la nécessaire protection de l’individu contre la violence d’autrui 36 ». C’est le début de la longue marche d’une légitimation du besoin de sécurité des individus. Pour Delumeau, à travers la révolution américaine et la Révolution française, la sûreté passe d’un devoir à un droit naturel imprescriptible43 qui légitime le besoin de se sentir en sécurité. Pour ce dernier, l’achèvement de cette évolution est le développement des protections sociales dans les États occidentaux44.

Toutefois, la contribution de Machiavel ne s’arrête pas là. C’est dans son œuvre la plus célèbre, Le Prince, qu’il met en exergue les deux menaces bien distinctes qui attendent les dirigeants pour se maintenir au pouvoir. Il propose ainsi une dichotomie entre deux espaces de sécurité :

- l’espace interne par les dangers de conspiration;
- l’espace externe par l’agression de puissance étrangère46.

D’une certaine façon, il exprime déjà la dissociation entre la sécurité interne et la sécurité externe qui deviendra dominante peu à peu jusqu’à aujourd’hui. Toutefois, dans sa vision des choses, Machiavel considérait les deux espaces comme interdépendants.

Pour sa part, Hobbes est l’un des philosophes qui a le mieux saisi les transformations sociopolitiques de son époque, c’est-à-dire qu’avec la modernité, le statut des individus change; ce qui a comme corollaire un besoin ou une conception différente de la notion de sécurité49. Castel constate que la perspicacité de Hobbes tient justement à cette compréhension et à la solution proposée : le Léviathan / l’État tutelaire ou absolu43. Bien que la solution de Hobbes soit radicale, on remarque qu’elle permet de comprendre qu’à « [être] protégé n’est pas un état « naturel ». C’est une situation construite parce que l’insécurité n’est pas une périlêté qui advient de manière plus ou moins accidentelle, mais une dimension consubstantielle à la coexistence.
des individus dans une société moderne\(50\). Pour Raymond Aron, Hobbes permet de poser clairement le lien étroit entre la sécurité et la force en formulant l'idee fondamentale que « dans l'état de nature, chaque individu ou unité politique, a pour premier objet la sécurité\(48\). »

Bien que cette conception première de Hobbes fasse souvent l'objet de réflexion, particulièrement en Relations internationales, il faut aussi préciser qu'elle est incomplète. Premièrement, comme chez Machiavel, Hobbes fait également une distinction entre les dimensions interne et externe de la sécurité lorsqu'il souligne la mise en place d'un pouvoir tutélaire :

[\(\text{Il}\)a seule façon d'ériger un tel pouvoir commun, apte à défendre les gens de l'attaque des étrangers, et des sorts qu'ils pourraient se faire les uns aux autres, et ainsi à les protéger de telle sorte que par leur industrie et par les productions de la terre, ils puissent se nourrir et vivre satisfait c'est de confier tout leur pouvoir et toute leur force à un seul homme, ou à une assemblée, qui puisse réduire toutes leurs volontés, par la règle de la majorité, en une seule volonté\(51\).]

De plus, ses propos ne renvoient pas seulement qu'à la sécurité publique (au sens de Castel) mais aussi à la sécurité de nature sociale. Le passage suivant est particulièrement explicite : « [a]ttendu que beaucoup d'hommes deviennent, par la suite de circonstances inévitables, incapables de subvenir à leurs besoins par leur travail, ils ne doivent pas être abandonnés à la charité privée. C'est aux lois de la République d'y pourvoir, dans toute la mesure requise par les nécessités de la nature\(49\). » Le philosophe anglais prend donc en considération les dimensions publiques et sociales de la sécurité et souligne que le dispensateur de la sécurité (publique et sociale) est l'État.

Selon Castel, Hobbes est un précurseur pour les auteurs libéraux comme John Locke. En effet, Locke ne met pas en cause les deux idées phares identifiées ici chez Hobbes, à savoir : la construction d'une société d'individus et le besoin d'un État pour assurer la sécurité de ceux-ci. La conception de Locke fait reposer la sécurité des individus sur la propriété ce qui leur permet de ne pas dépendre des autres : la propriété offre un socle de ressources\(50\).

Or, pour assurer la défense de cette propriété, l'État est essentiel\(50\). Il faut bien saisir que la propriété chez Locke réfère autant à la propriété des biens qu'à ce que l'on peut qualifier comme étant la propriété de soi\(51\); ce sont ces deux propriétés qui « rendent possible, la condition de la liberté et de l'indépendance des citoyens\(50\) ». Ainsi, la conception lockienne de l'État n'est pas celle d'un État tutélaire comme chez Hobbes mais plutôt d'un gouvernement par la loi\(53\) où le mandat premier est d'assurer la protection des personnes et des biens tout en limitant le pouvoir de l'État\(44\). C'est dans l'interstice de cette limitation du pouvoir qu'il est possible de constater que la sécurité totale peut exister seulement qu'en présence d'un pouvoir absolu comme le soulignait Hobbes. L'exigence d'un État démocratique, qui limite et encadre le pouvoir politique, est paradoxalement générateur de certaines conditions d'insécurité\(55\).

Enfin, Locke affirme une distinction entre la sécurité intérieure et la sécurité extérieure. Pour ce dernier, le pouvoir législatif ne peut employer « (…) à l'intérieur la force de la communauté que pour l'exécution de ces lois, et à l'extérieur pour prévenir les atteintes de l'étranger ou en obtenir réparation, afin de garantir la communauté contre les incursions et les invasions. Tout ceci ne doit être dirigé vers aucune autre fin que la paix, la sûreté et le bien public du peuple\(56\) ».

Deux autres philosophes classiques méritent notre attention dans le cadre d'une réflexion sur la sécurité: Jean-Jacques Rousseau et Adam Smith. Dans sa réflexion sur la naissance du pacte social, Jean-Jacques Rousseau investit l'État comme acteur premier de la sécurité. Pour ce dernier, la sécurité est le problème fondamental auquel l'institution éthique doit apporter une solution\(57\). Si dans Du contrat social, la distinction entre deux espaces de sécurité est moins nette que chez les auteurs présentées précédemment, il se dégage néanmoins, une dévolution à l'État d'assurer la sécurité. Adam Smith propose, lui aussi, une réflexion sur la sécurisation de l'État. Pour lui, « [l]e premier devoir du souverain, qui est de protéger la société contre la violence et l'invasion des autres sociétés indépendantes, ne peut être rempli que par le moyen d'une force militaire\(58\). » En fait, comme le remarque Balzacq – en incluant les conséquences de la Révolution française de 1789 – « [c]h définitive, la sécurité (…) est devenue une condition de l'État et les individus sont sécurisés si et seulement si l'État est sécurisé\(59\). » Autrement dit, avec Rousseau et Smith, l'État devient l'acteur premier de la sécurité.

On est à même de constater que l'État joue un rôle essentiel pour assurer la sécurité des individus. Mais qu'est-ce que l'État? Sans entrer dans les diverses définitions possibles\(60\), utilisons, par commodité, la célèbre définition proposée par le sociologue allemand Max Weber\(61\). L'État, peut se définir par sa capacité de monopolisation de la violence légitime\(52\). Sa mission selon Philippe Braud est « [d']assurer la sécurité physique des citoyens c'est-à-dire le droit, pour eux, de disposer librement de leur personne sans courir de risques pour leur intégrité physique ni subir d'entraves à leur liberté, si ce n'est à l'issue d'un procès équitable\(63\) ». Toujours selon Braud, cette
sécurité est perpétuellement remise en question « par l’irruption de la violence dans les rapports sociaux » Voilà pourquoi, si l’on veut assurer la sécurité des individus, il devient nécessaire d’intervenir dans plusieurs dimensions de la vie en société (économique, éducationnelle, sociale, etc.). D’une certaine façon, les propos de Braud rejoignent l’idée de Castel sur les dimensions plurielles de la sécurité.

Par ailleurs, d’un point de vue historique, la construction de l’État s’effectue à partir de la fragmentation extrême du pouvoir politique durant la période féodale. Grossièrement, la dynamique de la construction étatique repose sur deux piliers: premièrement sur les dynamiques concurrentielles des divers centres politiques qui se font la guerre entre eux (guerres internes et externes) et deuxièmement sur la capacité de mettre en place des institutions politiques et administratives. Comme le souligne Délorge sous l’effet de la guerre, l’État renforce son emprise sur la société, unifie progressivement le territoire qu’il contrôle et protège. Mais encore il met en place une bureaucratie chargée de coordonner des activités militaires mobilisant de plus en plus d’hommes (…). Démarrant dans les périodes de guerre, la capacité administrative et financière de l’État se stabilise en période de paix et permet à l’État de multiplier ses domaines d’interventions.

Ainsi, à mesure que l’État se construit, on assiste à une autonomisation des deux « espaces » de sécurité par une spécialisation administrative de plus en plus poussée; la police est l’archétype de la réponse à la sécurité intérieure et l’armée à la sécurité extérieure. Toutefois, certaines nuances sont importantes: si les forces armées se structurent rapidement, les forces de police connaissent un développement plus lent et plus tardif dans certains cas. Mais encore plus important, il ne faut jamais perdre de vue que la notion de police durant la période d’Ancien régime (grosso modo avant la Révolution française) «sert à qualifier le rôle de l’État moderne [autrement dit, le terme] police désigne le domaine dans lequel le pouvoir politique et administratif peut intervenir». Deuxièmement, l’historien britannique Emsley souligne aussi que

Le sens du mot « police » a beaucoup changé depuis la fin du XVIIe siècle; à l’époque, il désignait en-général la gestion d’un territoire, le plus souvent urbain d’ailleurs, en accord avec son origine grecque de polis/politeia, alors que de nos jours, il fait d’abord référence à une institution bureaucratique particulière, la police (…). L’accent n’est plus mis sur une vaste gamme de services publics, supervision des marchés, nettoyage et éclairage des rues et autres, mais sur une tâche étroitement spécifique, le maintien de l’ordre social et la prévention et la détection du crime.

Comme le fait remarquer Emsley, la police fait aujourd’hui référence à une institution et à une organisation bureaucratique particulière. Selon Bayley, les facteurs les plus importants dans la mise en place des forces de police sont: « une transformation dans l’organisation du pouvoir politique, une résistance populaire violente et prolongée au gouvernement et le développement de nouvelles tâches relatives à la loi et l’ordre, de même que l’érosion des bases anciennes de l’autorité communautaire du fait du changement socio-économique ». Le développement du modèle français, précoce et centralisé, et le développement plus tardif du modèle anglais, davantage décentralisé, sont les deux exemples types.

Par ailleurs, il convient de souligner que la sécurité comme problématique historique n’est pas statique. Autrement dit, la perception des sources et des raisons de l’insécurité n’est pas la même selon des périodes historiques différentes. Dans sa synthèse sur le Moyen Âge, l’historien Jacques Le Goff a bien mis en exergue la pluralité des sources de l’insécurité de l’existence humaine. Son analyse permet d’ailleurs de constater que l’insécurité n’est pas réductible qu’à ses dimensions criminologiques; « [c]e qui domine la mentalité et la sensibilité des hommes du Moyen Âge, ce qui détermine l’essentiel de leurs attitudes, c’est le sentiment de leur insécurité. Insécurité matérielle et morale (...). Insécurité fondamentale qui est en définitive celle de la vie future (…) ».

De plus, il faut attendre le XVIIIe siècle pour qu’un lien se construisse entre sécurité, sûreté et le crime. De même, en raison de plusieurs événements durant le XXe siècle, principalement le spectre d’une guerre nucléaire pendant la guerre froide, l’idée de la sécurité, d’un point de vue analytique, a été surtout comprise comme sécurité internationale. Pourtant, au regard réducteur de la seule sécurité militaire, ce siècle a été aussi l’approfondissement de l’idée de sécurité dans d’autres sphères: sécurité au travail, sécurité environnementale, sécurité du revenu, etc. C’est l’évolution quasi parallèle entre les dimensions publique et sociale de la sécurité.

**La transformation des diverses réflexions sur l’objet sécurité en sciences sociales et humaines**

En reprenant les catégories de Castel identifiées précédemment, c’est-à-dire les aspects social et public de la sécurité, il n’est pas très difficile de remarquer qu’à partir des décennies 1970 et 1980, on a assisté à un véritable tournant. Bien que la réflexion privilégiée dans ce document touche la dimension publi-
que de la sécurité, force est de constater l’existence et la prise en considération de liens de moins en moins distendues entre les deux. En plus, la dichotomie entre les deux espaces sécuritaires, l’interne et l’externe, s’est aussi révélée de moins en moins pertinente pour une pluralité de phénomènes tels que la criminalité transnationale ou le terrorisme.

En fait, diverses tendances lourdes de mondialisation, la remise en cause de l’État providence, l’augmentation du sentiment d’insécurité dans la population, la construction européenne – et quelques événements – la fin de la guerre froide et le 11 septembre 2001 – ont repositionné et redéfini les questionnements et les conceptions plurielles de la sécurité. Pour la conception publique, il faut d’ailleurs souligner l’impact particulier des attentats de septembre 2001 aux États-Unis. En effet, plus que tout autre événement, le 11 septembre 2001 nous a définitivement fait prendre conscience des liens étroits entre sécurité externe ou internationale et de sécurité interne ou intérieure. Par exemple, le capitaine de vaisseau Peter Avis affirme : « [a] vant le 11 septembre, il était facile de séparer les préoccupations des militaires et des civils en matière de sécurité, mais ce ne sera plus jamais le cas. Cette nouvelle forme de guerre asymétrique impose de faire converger les réactions des différents secteurs de l’État face à cette menace sans drapeaux ».

En effet, durant la période de la guerre froide, les lunettes analytiques dominantes proposaient une distinction nette entre l’interne et l’externe. Ainsi, la déconnexion entre ces deux « espaces » de sécurité a été longtemps omniprésente. Si à la fin de la décennie 1970, avec la construction européenne, on constate une convergence entre les deux « espaces » de sécurité, principalement dans l’élaboration d’une acceptation structurante de la sécurité intérieure, c’est toutefois avec l’effondrement du mur de Berlin que la plupart des analystes ont fait une plus large place aux liens entre les espaces interne et externe de la sécurité. C’est à partir de ce moment qu’est définitivement pris en compte l’interconnexion entre ces deux espaces. Selon Bigo, la fin de la guerre froide déplace le champ d’analyse de la sécurité : elle devient transnationale.

En Relations internationales, cette façon nouvelle d’aborder les questions reliées à la sécurité se trouve confirmée par la transformation des études stratégiques qui abandonnent une vision stricte, basée sur les seules dimensions militaires à la sécurité, pour prendre en compte des dimensions non militaires. À ce propos on constate que si durant la guerre froide les questions de sécurité étaient une composante des études stratégiques, maintenant, ce sont les études stratégiques qui sont une composante des études de sécurité en Relations internationales.


Selon Baud,

[u]ne conséquence opérationnelle des nouvelles formes de violence est une étroite collaboration entre les forces armées et les forces de police. Conçues pour la défense militaire contre une agression externe, les forces armées pouvaient traditionnellement s’appuyer sur une claire répartition des tâches avec les forces de police. L’éventail des risques modernes tend à déplacer les frontières de cette complémentarité, qui deviennent souvent floues et fortement teintées par une perception culturelle de l’emploi de la force.

Didier Bigo rappelle d’ailleurs « que les professionnels de la sécurité les plus divers – policiers, douaniers, services de renseignements, militaires – admettent que terrorisme, mafia et crime organisé se mondialisent ». Autrement dit, les policiers et les militaires partagent de plus en plus, des intérêts communs. Devant ces quelques constats, il est donc normal que la dichotomie entre sécurité intérieure et sécurité extérieure devienne de plus en plus poreuse. Dans cette perspective, une tendance lourde actuellement est celle d’une transformation des rôles traditionnels des forces armées et des forces policières dans des champs d’intervention nouveaux mais aussi dans leurs champs d’intervention traditionnels.

Un exemple intéressant concerne l’utilisation des forces spéciales comme outil de lutte contre plusieurs phénomènes de nature plutôt criminel que militaire, comme le trafic de drogue et bien entendu le terrorisme. En effet, les capacités des réseaux criminels transnationaux et terroristes et leurs modes d’opérations rendent de plus en plus difficile la distinction entre crime et attaque. En fonction de leur entraînement particulier et de leurs matériels...
sophistiqués, les Unités spéciales d’intervention (USI) ont des capacités uniques pour intervenir dans divers domaines comme la lutte à la drogue, les opérations de contre-terrorisme, des opérations internationales de nature policières ou encore dans des rôles de reconnaissance et de surveillance lorsque les corps policiers « ne sont ni [équipés] et ni [en- 
trainés] pour travailler dans une situation donnée[105]. » Sous cette angle, le 11 septembre 2001 est un accélérateur de cette 
tendance — et non pas la cause[106]— à amalgamer d’une part, 
la sécurité interne et externe et, d’autre part, à utiliser des 
outils et des méthodes militaires et non militaires dans di-
verses situations d’insécurité[107]. Toutefois, cette redéfinition
 des rôles des principales organisations étatiques de sécurité, 
et principalement les forces policières et les forces armées,
 ne s’arrête pas qu’à la question de la lutte au terrorisme ou
 de la lutte à la drogue. Le renseignement, le contrôle fron-
 talier et les opérations de maintien de la paix sont d’autres 
exemples qui démontrent bien la tendance actuelle[108].

Par ailleurs, le renouveau du champ des études de
sécurité en Relations internationales est bien représenté par
l’école de Copenhague[109]. Elle permet d’introduire l’idée
que la sécurité n’est pas qu’étatique mais aussi globale en
cherchant à prendre en compte les dimensions politique,
sociétale, économique et environnementale dans l’équation
sécuritaire. Selon Charles-Philippe David, l’école de Co-
penhague élargit et approfondit le concept de sécurité[109].

Pour elle, la sécurité est une démarche où l’on quitte le cours
normal des négociations des compromis politiques pour en-
treprendre une construction, un processus de securization.
Ce processus est basé sur la définition subjective d’une me-
nace à la survie, sur la nécessité de prendre des mesures ur-
gentes et sur l’acceptation par l’audience visée du message
véhiculé dans cette définition de la menace[109].

À ce propos, l’idée d’une prise en compte de l’en-
vironnement comme une dimension de la sécurité découle
des débats écologiques des années 1980 qui ont éclaté, sous
un angle nouveau, la recherche sur la sécurité des États en
fonction de « l’évolution écologique de la planète et les pro-
bлемes environnementaux auxquels les États font face[110]. »
En 1987, le rapport de la commission Brundtland[111] soulignait bien cette manière nouvelle d’appréhender le tout,
ainsi que l’importance de la prise en compte des dimensions
non militaires à la sécurité. La sécurité environnementale se
précise selon Barry Buzan « comme la préserver des condi-
tions écologiques qui supportent le développement de
l’activité humaine[112] » et elle réfère principalement aux
sciences de l’environnement et de la réflexion sur les me-
naces écologiques[113]. Schématiquement, on peut dégager
quatre tendances regroupées sous cette notion de sécurité
environnementale:

1- la sécurité environnementale « comme pro-
tection de l’intégrité de l’environnement[114] »
par exemple les éléments touchant les pluies
acides ou les destructions écologiques durant
les conflits;
2- la sécurité environnementale sous l’angle de « 
la sécurité des individus face aux dangers que 
presente l’environnement pour la santé et leur 
bién-être immédiat dans un contexte local[115] ». 
Cette seconde conception touche plusieurs di-
mensions : les atteintes directes à la santé des
personnes; le syndrome NIMBY (not in my 
backyard ; le fameux pas dans ma cour); les 
catastrophes naturelles; les pollutions trans-
frontalières[116].
3- la sécurité environnementale comme sécurité 
des États, c’est-à-dire « la protection des insti-
tutions sociales, politiques et économiques
nationales face aux changements écologiques
externes[117] », par exemple les impacts des
changement climatiques sur les flux migrato-
toires[118].
4- la sécurité environnementale comme source 
de conflit dans le système international[119] par 
exemple en fonction de la gestion de certaines
ressources comme l’eau[120] ou la guerre du flé-
ton entre l’Espagne et le Canada[121] en 1995[122].

Recoupant la majeure partie des problématiques 
de la sécurité environnementale, les réflexions autour de
la société du risque[123] et les risques systémiques émergents
rédéfinissent également la question de la sécurité[124]. L’idée
des risques systémiques émergeant réfère aux problèmes
qui découlent de l’interdépendance des activités dans un
système et entres systèmes. Pour l’OCDE, la notion de ris-
que renvoie aux dommages potentiels résultant d’un évé-
nement (ou d’une suite d’événements). En terme plus tech-
nique, le risque peut être considéré comme la combinaison
de deux facteurs. Le premier de ceux-ci est la probabilité 
d’occurrence d’un aléa, c’est-à-dire d’un événement poten-
tiellement nuisible qui peut lui-même être influencé par une
variété de facteurs (...). La seconde composante du risque
est la vulnérabilité, autrement dit les dommages potentiels
infligés directement ou indirectement par l’occurrence d’un
aléa[125].

Par exemple, la crise du verglas, les problèmes re-
liés à la « maladie de la vache folle », le SRAS ou la méga
panne électrique d’août 2003 dans le Nord Est de l’Améri-
quie, sont des exemples types. Si cette perspective suscite
certains débats[126], il convient de souligner que les réflexions
actuelles se font surtout sur un mode prospectif, d’où l’emploi de la notion d’émergence. Actuellement, trois catégories de RSE sont mises à l’avant-scène :

1) les catastrophes naturelles. Elles regroupent les risques où l’intensité de l’activité humaine n’a pas d’incidence, tels les tremblements de terre; les risques découlant des changements climatiques, tels les ouragans; et les risques pouvant provenir de l’espace, comme les astéroïdes;

2) les risques liés aux systèmes technologiques. Ce sont les accidents ou les pannes d’unités de grande taille, tels que les centrales nucléaires et les superpétroliers; le dysfonctionnement majeur de technologies réticulaires, comme les pannes de système de communication et le cyberterrorisme; et les accidents graves à caractère biotechnologique, telle la propagation de transgènes « aberrants » nocifs;

3) les risques sanitaires. Ils sont occasionnés par les nouvelles maladies, tel le sida; la recrudescence de maladies épidémiques, telle la tuberculose; les problèmes pandémiques, comme la grippe, le SRAS et la variole; et la résistance aux antibiotiques.

Ces derniers exemples montrent bien que la réflexion sur la sécurité est nécessairement plurielle. Un développement parallèle semblable existe également dans le cas de l’apparition et de l’approfondissement de la notion de sécurité intérieure. C’est à travers la reconnaissance de la coopération policière en Europe placée sous le signe de la construction européenne, les conséquences de la mondialisation sur l’État et l’accroissement du sentiment d’insécurité que la notion de sécurité intérieure s’est construite. Pour certains auteurs comme le politologue François Dieu, cette notion s’est imposée durant la décennie 1990 en reprenant la dichotomie traditionnelle entre les deux « espaces » même si, dans d’autres champs des sciences sociales et humaines, celle-ci était remise en question.

Bien que sa perspective soit plutôt centrée sur la dimension des politiques publiques, François Dieu considère, avec raison d’ailleurs, que l’approche générale de la sécurité intérieure repose sur la centralité de la fonction policière et que les dimensions comme le terrorisme ou la criminalité organisée ne sont que des domaines spécifiques de la sécurité intérieure.

Dans une analyse de cette notion, le criminologue Maurice Cusson constate qu’elle renvoie à un champ d’étude et à un champ d’action particulier; qu’elle se nourrit de la criminologie et du droit et qu’elle est conçue en suivant très clairement la dichotomie interne/externe. Pour Cusson, la sécurité intérieure réfère avant tout à la dimension criminelle. À ce propos, Brodeur souligne que l’idée de la sécurité — comprise dans son acception interne — est plus souvent qu’autrement appréhendée par son contraire : l’insécurité qui est « intuitivement redéfini comme la peur du crime ». D’ailleurs, Brodeur considère que la définition de la sécurité dans l’administration de la justice au Canada réfère à une protection réelle, ou perçue, contre la prédation criminelles. Pour sa part, et bien qu’elle adopte une perspective plus large, Sayah, considère qu’il est plus facile de manier la notion d’insécurité pour éclairer la notion de sécurité ; pour ce dernier, l’insécurité réfère au « sentiment lancinant d’être menacé par un événement désastreux ».

En fait, contrairement aux Relations internationales, la sécurité comme problématique est récente en criminologie et dans l’ensemble des études sur la police. Comme le fait remarquer Gleizal, la sécurité apparaît dans le vocabulaire politique administratif en Europe durant la décennie 1970 et son objectif, comme le soulignait Brodeur, est de répondre à la montée du sentiment d’insécurité. À ce propos, en 1981, Pierre Rosanvallon considérait que la remise en cause de l’État providence s’inscrivait dans une tendance favorisant l’État protecteur, au sens premier du terme, c’est-à-dire « [...] la sécurité physique dans les grandes villes, la prévention des risques technologiques majeurs [...] l’affirmation d’une force face à l’instabilité de la situation internationale » au détriment de l’égalité comme finalité sociale.

En effet, l’État, principalement en raison du phénomène de la mondialisation a été débordé autant par le haut (l’espace international) que par le bas (l’espace interne). Dans cette optique, on assiste actuellement à un redéploiement de son intervention dans le domaine de la sécurité — pris dans sonacceptation le plus large — car ce redéploiement se veut tout autant une réponse à la montée du sentiment d’insécurité parmi les populations en Occident qu’une prise en compte des nouveaux phénomènes de criminalité liés à la mondialisation qu’aux événements du 11 septembre 2001. Pour Gleizal, « [...] les derniers, qui peuvent apporter des changements majeurs aux politiques de sécurité, ont déjà permis de rendre plus visible le paradoxe qui caractérise l’évolution de l’État et selon lequel le débordement de ce dernier aboutit moins à son affaiblissement qu’à sa recomposition et à son redéploiement. » D’ailleurs, ce redéploiement embrasse les divers appareils étatiques sécuritaires comme le démontrent les diverses réformes policières et de justice dans plusieurs pays dont le Québec. Autre symptôme : la place de plus en plus grande de la sécurité privée. Or, la sécurité privée possède de multiples visages, allant des agences de gardiennage au mercenariat. Comme le souligne avec pertinence Gleizal : « [d]e façon générale, les systèmes de sécurité cherchent à concilier un traite-
ment de proximité des problèmes posés et la possibilité de mettre en réseau les circuits de décision et d'action\(^{156}\).

De plus, si le développement de politiques de sécurité intérieure dans les États de l'Union européenne est lié aux phénomènes de d'insécurité\(^{150}\), il faut aussi considérer le rôle structurant de la construction de l'Europe et la mise en chantier d'une politique de sécurité intérieure européenne. « [L']exigence d'une politique de sécurité apparaît clairement\(^{152}\) » avec le développement de l'idée d'une Europe sans frontière.

Dans cette perspective, sans minimiser toute l'importance des éléments propres à la sécurité interne, force est de constater que le cloisonnement analytique interne/externe doit faire place à une conception plus large de la sécurité. L'ouverture des Relations internationales a de nouvelles problématiques est, de ce point de vue, fécond. Si la criminologie et les études sur la police sont encore très axées sur les problématiques internes, on remarque tout de même une relative ouverture. La conception de l'activité policière déborde le cadre de ce que Brodeur qualifie de « basse police », c'est-à-dire « les activités traditionnelles des forces policières publiques, comme la patrouille, le maintien de l'ordre et la répression de la délinquance de voie publique\(^{155}\) ». L'apport des études sur la sécurité intérieure permet de dénoter empiriquement les transformations actuelles dans les diverses organisations publiques et privées de la sécurité, et ainsi, ce redéploiement des fonctions régaliennes de l'État.

Toutefois, il est essentiel d'éviter dans tomber dans le piège inverse et de nier la présence de problématiques ou de phénomènes de nature interne ou externe : les « espaces » interne et externe demeurent des délimitations pertinentes d'analyse pour plusieurs phénomènes\(^{154}\). La sécurité doit être réfléchie en termes d'un continuum et l'interdépendance entre les deux « espaces » est davantage soulignée.

**COMMENT DÉFINIR LA NOTION ACTUELLE DE SÉCURITÉ ?**

Le tableau qui a été brossé jusqu'à présent souligne sans ambages la complexité de la notion de sécurité. Il convient maintenant de tenter de la définir plus concrètement. Toutefois, certaines remarques méthodologiques apparaissent nécessaires pour baliser cette démarche.

Charles-Philippe David rappelle que la majorité des spécialistes, principalement en Relations internationales, s'entendent pour considérer que trois paramètres précis doivent apparaître dans toute définition de la sécurité : « cela implique pour toute communauté la préservation de ses valeurs centrales, l'absence de menaces contre elle et la formulation par elle d'objectifs politiques\(^{155}\) ».

Dans les sections précédentes, il ressort clairement que la nature de la sécurité repose sur deux dimensions\(^{156}\):

1) l'**objective** appréciée en fonction de paramètres comportementaux et environnementaux objectifs (par exemple, la présence de groupes armés, le taux de criminalité déclaré, etc.);

2) l'**subjective** appréciée en fonction du sentiment de sécurité ou d'insécurité de la population : autrement dit sur l'absence de menaces (par exemple, la perception de la population que les crimes augmentent malgré une baisse de la criminalité déclarée)\(^{157}\).

Comme le souligne Charles-Philippe David, le problème est que l'absence de la menace est fondée sur des perceptions « et là réside le problème de sécurité : au-delà des composantes matérielles et physiques, la menace est surtout appréhendée et la sécurité obtenue lorsque disparaît la peur\(^{158}\) ». D'ailleurs, la courte analyse étiologique faite en introduction permet de voir que la racine du nom sécurité réfère à une disposition psychologique mais qu'elle opère aussi dans le registre « d'une réalité extérieure à l'esprit\(^{159}\) ».

De même, une étude parrainée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) considère essentielle de prendre en compte ces deux dimensions de la sécurité car :

- ce qui est perçu est souvent fondé même si non démontrable au plan objectif;
- elles influencent l'analyse des problèmes et la conception de solutions;
- les gens ont tendance à agir en fonction de leur perception et, en ce sens, il importe de distinguer la réalité objective par rapport à la réalité subjective\(^{160}\).

Comme le rappelle Maurice Cusson, il est utopique et dangereux de désirer une « sécurité absolue » car si les « tentatives » pour la réaliser vont trop loin, les libertés seront les premières perdantes\(^{161}\). Dans le même ordre d'idée, Karlsenty affirme que la « légitimation du droit à la sécurité, ou si l'on préfère, du refus de toute insécurité, de toute atteinte à la tranquillité de chacun, peut être lourde de conséquences pour la démocratie, et plus précisément pour les libertés publiques, consécration juridique des droits de l'homme\(^{162}\) ». Comme il a été souligné dans la seconde section, la démocratie est, en elle-même productrice d'insécurité ; la possibilité d'éradiquer l'insécurité c'est la mise en place d'un État tutélaire comme l'avait bien remarqué Hobbes\(^{163}\). La
seconde conséquence est que tant et aussi longtemps qu’un danger paraît réel et pressant, les « inconvénients liés à l’action de sécurité seront supportés » Certaines suites au 11 septembre 2001 confirment assez bien cette seconde affirmation.

À partir de ces quelques remarques méthodologiques et normatives, comment peut-on définir la sécurité? On constate que plusieurs auteurs se sont attardés à dégager la spécificité plurielle de la sécurité. Regards-les attentivement.

Tout d’abord, Dominique David considère la sécurité comme « un état dans lequel le sujet, individu ou collectif, ne se sent pas en état de vulnérabilité, que la menace n’existe pas ou qu’on estime avoir les moyens de la dissoudre ». Bien que cette définition demeure trop générale, elle réaffirme bien les dimensions objective et subjective de la sécurité telles que soulignées précédemment.

Pour Charles-Philippe David, la sécurité est « l’absence de menaces militaires et non militaires qui peuvent remettre en question les valeurs centrales que veut promouvoir une personne ou une communauté, et qui entraînent un risque d’utilisation de la force ». En soi, cette définition est intéressante, mais comme le souligne C-P David lui-même, elle exclut certains pans des conceptions de d’autres domaines comme l’environnement.

Une autre définition intéressante est celle proposée par Marcel Belleau dans son article Le défi de la sécurité publique après le 11 septembre. Pour lui, la sécurité publique c’est : l’ensemble des mesures qui sont prises et des services qui sont mis à contribution par un État pour assurer la sécurité de ses citoyens et l’ordre public. Cela recouvre schématiquement les services de renseignement, de police, de prévention et de lutte contre les incendies et l’organisation de la sécurité civile, cette dernière étant beaucoup plus une forme d’organisation et un ensemble de mesures qu’une collectivité se donne pour faire face à une urgence qu’un service en particulier.

Selon cette définition, il semble que la fonction de chaque organisation soit claire et distincte. Pourtant, la réflexion esquissée dans ce document a déjà permis de constater que le rôle entre les diverses institutions est moins tranché. Car, pour faire face aux nouvelles menaces, ni l’outil militaire traditionnel, ni les moyens actuels des forces de l’ordre, ne sont en mesure de répondre adéquatement à la situation.

De son côté, Philippe Braud conçoit la sécurité comme la mission première de l’État. Pour ce dernier, la sécurité réfère au « droit, (pour les citoyens), de disposer librement de leur personne sans courir de risques pour leur intégrité physique ni subir d’entraves à leur liberté, si ce n’est à l’issue d’un procès équitable ». De plus, en relation avec cette conception générale, la sécurité concerne deux autres aspects particuliers pour Braud :

- Les rapports juridiques entre l’État et les citoyens et les rapports entre les citoyens eux-mêmes;
- La protection de l’ensemble du groupe contre les menaces extérieures.

Cette proposition est, en elle-même, très intéressante. Elle permet d’identifier les grands axes de ce qu’est la sécurité comme mission première de l’État. Par contre, elle a le désavantage d’être scindée entre une conception générale et des aspects particuliers.

Une autre définition possible est celle proposée par le politologue François Dieu. Essentiellement, ce dernier reprend l’article premier de la loi française du 21 janvier 1995 d’orientation de programmation relative à la sécurité qui permet de considérer la sécurité comme « un droit fondamental et l’une des conditions de l’exercice des libertés individuelles et collectives. L’État a le devoir d’assurer la sécurité en veillant, sur l’ensemble du territoire, à la défense des intérêts nationaux, au respect des lois, au maintien de la paix et de l’ordre public, à la protection de la personne et des biens ».

Si cette définition permet d’englober les diverses composantes de la sécurité, elle a, en revanche, une orientation plutôt juridique qu’analytique. Elle laisse également dans l’ombre la dimension subjective de la sécurité. Toutefois, l’auteur va plus loin dans son analyse, et propose de décomposer le concept de sécurité intérieure en trois volets :

la sécurité publique, qui recouvre les actions préventives (police administrative) et répressives (police judiciaire) menées contre les diverses formes de troubles à l’ordre public; la sécurité civile, qui rassemble les moyens mis en œuvre face aux accidents et catastrophes naturelles et technologiques; la sécurité privée, qui se rapporte aux mesures prises par les particuliers, individus ou entreprises, afin de contribuer à répondre, par un appel au marché, aux besoins de sécurité du système social.

Cette énumération est intéressante mais à proprement parler, il ne s’agit pas d’une définition mais plutôt d’une identifi-
fication de secteurs particuliers relevant d’une opérationnalisation de la notion de sécurité.

Bien que la notion de sécurité demeure un concept essentiellement contestable, le tour d’horizon qui a été effectué jusqu’à présent permet de dégager quelques grands constats :

- La sécurité est une notion évolutiv ;
- La sécurité est une notion plurielle ;
- La sécurité à une nature objective et subjective ;
- La sécurité est intimement liée au sentiment d’in-sécurit ;
- La sécurité réfère à des situations et des événements de toutes natures ;
- La sécurité est un enjeu contemporain de première importance ;
- La sécurité réfère à des espaces différents (interne et externe) mais une dichotomie rigide n’est pas souhaitable ;
- La sécurité doit être appréhendée comme une sorte de continuum entre l’interne et l’externe.

Mais, une question demeure : comment, à partir de ces constats et des diverses propositions recensées, définir la sécurité ? À ce propos, il apparaît possible de tenter une synthèse et de proposer, dans le cadre d’un État démocratique et dans le contexte particulier du début du XXIe siècle, la définition suivante :

La sécurité est un état dans lequel les citoyens peuvent disposer librement de leur personne et de leurs biens, sans courir de risques pour leur intégrité physique et subir d’entraves dans la jouissance de ses libertés individuelles et collectives, si ce n’est à l’issue d’un processus judiciaire équitable. De plus, les citoyens doivent se sentir en confiance face à des menaces de toute nature, qu’elles soient réelles ou appréhendées.

Cette définition illustre toute la complexité de la notion de sécurité. Elle réaffirme que la sécurité est une mission essentielle de l’État. En fait, loin d’être unidimensionnelle, la sécurité est consubstantielle des sociétés libérales et démocratiques. Voilà pourquoi, l’équilibre entre les grands principes de liberté, d’égalité et de sécurité, demeure toujours malheureusement instable mais nécessaire. Pour paraphraser Montesquieu lorsqu’il parlait du pouvoir politique, les principes arrêtent les principes ! (Seuls les principes d’éga-

CONCLUSION

Malgré sa nature de notion essentiellement contestable, il est possible de définir la notion de sécurité dans le contexte particulier du XXIe siècle. Toutefois, la pluralité des démarches analytiques dans les diverses sciences sociales et humaines, comme les Relations internationales ou la criminologie, montre bien la difficulté d’appréhender celle-ci.

La pluralité des démarches analytiques suggère bien la difficulté de définir la notion de sécurité. L’objectif de cette analyse n’était pas de faire une recension complète de toutes les notions de sécurité avec adjectif77, comme la sécurité humaine ou nationale, mais de faire un portrait, à travers les sciences sociales et humaines en général, de la notion de sécurité. Sans prétendre présenter la version définitive de celle-ci, il n’en demeure pas moins que la définition proposée éclaire les facettes multiples de la sécurité, autant face au délit et au crime, que devant les risques de tous acabit ou des dangers des relations entre les divers acteurs de l’espace international.

I. Nous tenons à remercier Nicole Soucy, Olivier Lamarice et Linda Guy pour leurs commentaires et suggestions dans le cadre de cette réflexion sur l'objet sécurité.

II. Julien FREUND, Qu'est-ce que la politique ?, Paris, Le Seuil, 1965, p. 11.


6 Loc. cit.


10 Darío, BATTISTELLA, Théories des relations..., op. cit., p. 431.

11 Bien qu'en Relations internationales on peut constater un quasi-consensus sur la définition proposée dès 1952 par Arnold Wolfers. Soulignons que la majuscule est utilisée ici pour distinguer la discipline de l'objet.

12 Thierry BALZACQ, « Qu'est-ce que la sécurité ... », op. cit., p. 35.


14 Thierry BALZACQ, « Qu'est-ce que la sécurité ... », op. cit., p. 35.

15 Jean-Paul BRODEUR, « Les expériences canadiennes... », op. cit., p. 557.


17 Ibid., p. 12.

18 Il est à noter que cette évolution est sensiblement la même pour la langue anglaise, et les langues italiennes et castillane (espagnol). Le cas de la langue allemande est plus complexe. Jean DELUMEAU, Rassurer et protéger..., op. cit., p. 13-14.

19 Jean-Paul Brodeur souligne d'ailleurs que la sécurité, dans sa dimension intérieure doit-on préciser, est plus souvent discutée à partir de l'idée même d'insécurité. Le point sera discuté plus en détail dans la section suivante. Jean-Paul BRODEUR, « Les expériences canadiennes... », op. cit., p. 557.

20 Jean DELUMEAU, Rassurer et protéger..., op. cit., p. 14-29.

21 On retrouve des traces de la dimension négative jusque dans la seconde moitié du XIXe siècle. Dans la cinquième édition du Dictionnaire de synonymes de B. Lafaye, les deux exemples relatifs à la sécurité sont négatifs; par exemple : « Les Carthaginois s'avancèrent avec le désordre que donne la confiance (...). Ils furent mis en droute. Rentrés dans le camp, ils ne prévirent pas devoir être attaqués; et cette sécurité acheva de les perdre ». L'idée de sécurité est plus souvent qu'autrement liée à celle de confiance. Jean DELUMEAU, Rassurer et protéger..., op. cit., p. 14-20 et pour la citation, p. 20.

22 C'est aussi le cas du terme de guerre que l'on emploie comme figure de style dans des expressions comme la guerre à la drogue ou la guerre au terrorisme. Ces deux exemples bien connus sont difficilement réductibles à une définition générale de la guerre. Comme le souligne Derriennic, ce sont des expressions trompeuses qui ont une valeur d'exhortation; « pour lutter contre le terrorisme ou la drogue, il faut un effort collectif du même type que celui qu'il faut pour faire une guerre; c'est peut-être une idée partiellement juste, et sûrement une exagération. Mais il y a une différence fondamentale entre les terroristes ou les trafiquants de drogue, d'une part, et les ennemis dans une guerre, d'autre part. Ceux-ci forment un ensemble ayant une direction centrale, ce qui permet à la guerre de prendre fin, soit par un compromis entre adversaire, soit par la victoire de l'un des deux. Dans la lutte contre le terrorisme ou les trafics de drogue, il n'y a jamais de victoire possible. Parce que ce sont des phénomènes qui résultent de nombreuses décisions décentralisées, la lutte ne prend jamais fin ». Jean-Pierre DERRIENNIC, « Violence instrumentale et violence... »
C'est-à-dire l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). L'ESB est à l'origine de crises d'élevage parmi les plus graves qu'ait connus l'Europe et maintenant le Canada et les États-Unis.

En effet, l'auteur utilise les deux termes comme de véritables synonymes.


loc. cit.

Comme le souligne Castel. Ibid., p. 14.


Robert CASTEL, L'insécurité sociale..., op. cit., p. 8.

C'est-à-dire les sociétés occidentales.

Robert CASTEL, L'insécurité sociale..., op. cit., p. 5.

Dans la mythologie grecque, les cinquante filles du roi d'Argos, sauf Hypermnestre, assassinèrent leurs époux lors de la nuit de leurs noces. Dans les Enfers, elles furent condamnées à remplir un tonneau sans fond.

Par exemple la sécurité du revenu, les accidents de travail et les lésions professionnelles, l'assurance emploi, et autres.


Jean DELUMEAU, Rassurer et protéger..., op. cit., p. 22.

Cité dans Jean DELUMEAU, Rassurer et protéger..., op. cit., p. 22.

Loc. cit.

Voir la déclaration des Droits de l'Homme du 26 août 1789 qui, dans son article 2, souligne : « Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la sûreté et la résistance à l'opression ».

Jean DELUMEAU, Rassurer et protéger..., op. cit., p. 27.


Chez Hobbes, le but premier de l'État, c'est la sécurité des individus comme le rappelle ce passage du Léviathan : « La cause finale, le but, le dessin, que poursuivirent les hommes, eux qui par nature aiment la liberté et l'empire exercé sur autrui, lorsqu'ils se sont imposé ces restriction au sein desquelles on les voit vivre dans les Républiques, c'est le souci de pourvoir à leur propre préservation et de vivre plus heureusement par ce moyen (...) ». Thomas HOBBES, Le Léviathan, op. cit., p. 173.


Robert CASTEL, L'insécurité sociale..., op. cit., p. 15.

Raymond ARON, Paix et guerre entre nations, Paris, Calmann-Lévy, 1984 [1962], p. 82.

Thomas HOBBES, Le Léviathan, op. cit., p. 177.

Ibid., p. 369.

Ce qui renvoie à la sécurité sociale de Castel. Par ailleurs, un autre élément important dans la conception libérale classique vient du fait que la propriété permet l'autonomie du citoyen dans un régime représentatif.

Ce qui fait référence à la sécurité civile chez Castel; Voir John LOCKE, Le second ..., op. cit., p. 90.

John LOCKE, Le second ..., op. cit., p. 90 et 127.

Robert CASTEL, L'insécurité sociale..., op. cit., p. 16.

John LOCKE, Le second ..., op. cit., p. 93.


Pour un développement plus soutenu sur cette question voir Robert CASTEL, L'insécurité sociale..., op. cit., p. 19 et ss.

Les italiques sont de l'auteur; John LOCKE, Le second ..., op. cit., p. 93.

Jean-Jacques ROUSSEAU, Du contrat..., op. cit., p. 50-52.


Thierry BALZACQ, « Qu'est-ce que la sécurité ... », op. cit., p. 37.


Selon Castel, la définition de Weber s'apparente à
l'idée de Hobbes sans avoir soulevé les mêmes opprobes.
64 Loc. cit.
66 L'État, faut-il le rappeler, est avant tout une construction occidentale qui depuis la seconde moitié du XIXe siècle est «exportée» à travers le globe. 
68 C'est le processus d'institutionnalisation que l'on retrouve dans la littérature sur la question.
69 Yves DÉLOYE, Sociologie historique du politique, Paris La Découverte, 1996, p. 45.
74 Pour une présentation des deux modèles : Jean-Jacques GLEIZAL, Jacqueline GATTI-DEMENACH et Claude JOURNÉS, La police..., op. cit. Bien entendu, leur présentation n'épuise pas la complexité historique du développement des institutions et des organisations policières. Toutefois, une exploration plus détaillée nous éloignerait de notre objectif premier qui est de circonscrire les évolutions et la nature de la sécurité.
75 Mais aussi philosophique.
76 Voir par exemple Jean DELUMEAU, Rassurer et protéger..., op. cit.
79 En effet, autant les Relations internationales, la criminologie que la sociologie et l'histoire pour nommer que les principales, s'intéressent à la sécurité comme objet de recherche. Pour éviter les confusions avec l'approche des études de sécurité en Relations internationales, il est préférable d'utiliser cette dénomination.
80 Il faut rappeler de nouveau qu'il s'agit d'une catégorie analytique et non pas de la sécurité publique au sens du Ministère de la Sécurité publique du Québec.
81 Avant le 11 septembre 2001, la criminalité transnationale était considérée comme une menace importante dans l'espace international. Par exemple, en 1998, le sommet du G-8 à Birmingham (Grande-Bretagne) affirmait que ce phénomène était l'un des trois enjeux majeurs à résoudre au plan international.

77 Jacques BAUD, La guerre ..., op. cit., p. 30.
83 Ibid., p. 30.
84 Au Canada, la seule unité opérationnelle capable de mener des opérations anti-terroristes se trouve au sein des FC. Il s’agit de la Force opérationnelle interarmées 2 (FOI 2) connue aussi par son acronyme anglais JTF2.
Cette USI, en service depuis 1993, est venue remplacer le Groupe spécial des interventions d'urgence (GSIU), l'unité antiterroriste de la GRC; les autorités politiques ayant jugé que la force policière n'était pas adaptée aux opérations antiterroristes en raison du fait que les terroristes peuvent disposer de moyens ressemblant à ceux utilisés par les militaires. Pour Albert Legault et dans une moindre mesure pour David L. King, l'utilisation de l'USI canadienne peut être un facteur possible de maximisation de l'influence canadienne à l'étranger. Albert LEGAULT, «Vers la globalisation du terrorisme», dans Michel Fortmann, Alex Macleod et Stéphane Roussel (sous la direction de), Vers des périmètres de sécurité? La gestion des espaces continentaux en Amérique du Nord et en Europe, Montréal, Athéna-CEPES/GERSI, 2003, p. 21 et David L. KING, «Les forces armées et la lutte contre le terrorisme», dans Michel Fortmann, Alex Macleod et Stéphane Roussel (sous la direction de), Vers des périmètres de sécurité? La gestion des espaces continentaux en Amérique du Nord et en Europe, Montréal, Athéna-CEPES/GERSI, 2003, p. 34.


Cette question dépasse largement les cadres de cette édition, cependant, pour quelques exemples de ce double mouvement de militarisation du champ policier et de politisation du champ militaire voir Didier BIGO, Police en réseaux... op. cit., p. 49-56; Id., «Les archipels des professionnels...», op. cit. ou encore Jérôme MONTEMPS, Repenser la sécurité en France en et Espagne, op. cit. Jean-Paul BRODEUR, Les visages de la police..., op. cit.


Charles-Philippe DAVID, La guerre..., op. cit. p. 45.

Idem.


Commission mondiale pour l'environnement et le développement.

Les italiques sont de l'auteur, cité par Charles-Philippe DAVID, La guerre..., op. cit. p. 110.

Pour Charles-Philippe David, le problème majeur avec la sécurité environnementale découle de sa démarche prospective et du fait que «la plupart des «menaces» sont dans ce domaine trop distante pour faire l'objet d'une dé

125 Ibid., p. 35-36. Soulignons également, que quatre tendances lourdes sont identifiées en fonction de l’occurrence qu’elles ont sur le risque. Il s’agit des modifications démographiques (vieillissement de la population dans certaines régions du monde, boom démographique dans d’autres régions comme dans la plupart des pays du Moyen-Orient, flux migratoire, etc.); les changements environnementaux (réchauffement de la planète, etc.); les transformations technologiques (nanotechnologie, biotechnologie, etc.) et enfin, les facteurs sociaux-économiques. Comme le souligne l’OCDE, il est nécessaire de mettre en exergue le fait que le « risque » peut découler d’une seule tendance lourde ou de l’interaction entre celles-ci. De même, ces tendances lourdes ne sont pas automatiquement des dangers, elles peuvent être des opportunités. C’est l’incertitude qu’ils génèrent, en terme de risque ou d’opportunité, qu’il est important de prendre en considération dans notre analyse des RSE.


127 ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES, Les risques émergents..., op. cit., p. 36.


130 En fonction de la définition de Jean-Louis Loubet del Bayle, pour qui « il y a fonction policière lorsque, dans une collectivité présentant les caractères d’une société globale, certains des aspects les plus importants de la régulation interne de celle-ci sont assurés par une ou des institutions investies de cette tâche, agissant au nom du groupe, et ayant la possibilité pour ce faire d’user en ultime recours de la force physique »; François DIEU, Politiques publiques..., op. cit, p. 30 (note 2).


132 Même si, selon l’auteur, les contours de ce champ sont incertains; Maurice CUSSON, « Qu’est-ce que … », op. cit., p. 2.


135 Cependant, il faut savoir qu’il ne s’agit pas d’une définition institutionnelle de l’administration de la Justice au Canada. De même, malgré l’absence du qualificatif intérieure, Brodeur fait référence implicitement à la sécurité intérieure. Ibid., p. 557.


140 Ce « débordement » a été largement couvert dans l’analyse de la transformation de la notion de sécurité en Relations internationales.


La sécurité privée est comprise ici comme antonyme de «policière».


Jacqueline MONTAIN-DOMENACH, _L’Europe de la sécurité_, op. cit., p. 25.


Comme le soulignait d’ailleurs François DIEU, _Politiques publiques_, op. cit.

Charles-Philippe DAVID, _La guerre_, op. cit., p. 31.


Par exemple, Jacques Baud souligne que dans les conflits asymétriques, la communication est le point de rencontre entre le politique et le militaire et le lieu de la victoire ou de la défaite. « Les notions de « perceptions » et de « légitimité » sont ainsi étroitement liées et déterminent irrévocablement non seulement la volonté stratégique d’agir, mais aussi la nature même des stratégies adoptées, avec un impact direct sur l’efficacité opérationnelle de forces sécuritaires ». Jacques BAUD, _La guerre asymétrique_, op. cit., p. 19.

Charles-Philippe DAVID, _La guerre_, op. cit., p. 32.


Centre collaborateur OMS du Québec pour la promotion de la sécurité et la prévention des traumatismes, Réseau de la santé publique et Ministère de la Santé et des Services sociaux et al., _Sécurité et promotion_, op. cit., p. 9 et 10.

Maurice CUSSON, « Qu’est-ce que … », op. cit., p. 2.


Il semble se dessiner de plus en plus un débat philosophique et concret entre les principes de sécurité et de liberté en régime démocratique. Il se dégage une impression que le débat du siècle dernier entre l’égalité et la liberté sera remplacé par ce nouveau diptyque. Voir sur cette question Daniel Marc WEINSTOCK, « Sécurité et démocratie », dans Stéphane COURTOIS (sous la direction de), _Enjeux.

164 Maurice CUSSON, « Qu’est-ce que la ... », op. cit. p. 4.

165 Dominique DAVID, Sécurité..., op cit. p. 9.

166 Les italiques sont de l’auteur; Charles-Philippe DAVID, La guerre ..., op. cit. p. 31.


168 Philippe BRAUD, Science ..., op. cit. p. 175.


170 Enfin, cette présentation déborde le cadre même du Québec.


172 Par analogie à l’analyse David COLLIER et Steven LEVITSKY, Democracy With Adjectives..., op. cit.